



Toulouse, rencontres sur les pratiques communautaires autour de la santé

Faire de la santé ensemble: comment ?

Quelques échos des Rencontres de l'Institut Renaudot sur le croisement des pratiques communautaires autour de la santé

Une ville rose, pour le dixième anniversaire de ces Rencontres : c'est à Toulouse que l'Institut Renaudot conviait, ces 11 et 12 juin 2010, des acteurs de tous horizons – urbanistes, enseignants, agriculteurs, médecins, militants associatifs, travailleurs sociaux, éducateurs de rue, médiateurs culturels, élus, anthropologues, syndicalistes, infirmières... et habitants, porteurs naturels du thème abordé, l'intersectorialité.

L'« habitant », comme on dit en promotion de la santé, c'est au fond monsieur-tout-le-monde, celui qui est à la fois parent, travailleur (ou chômeur ou femme au foyer ou étudiant), amateur de foot (ou de cinéma ou de techno...), usager des transports en commun (et de la poste et des services de santé et...), et d'autres choses encore... Il est donc bien placé pour rappeler aux professionnels cette évidence : la vie, c'est ce qui circule à travers les cloisonnements et les catégories, dans l'ordre et le désordre, qu'on le veuille ou non. L'incorporel Compagnie disait la même chose à sa manière, le vendredi soir, dans une somptueuse salle du Capitole : cette troupe de jeunes danseuses, les unes en longues jambes, les autres en fauteuil roulant, montrait avec grâce que l'alliance des forces et des fragilités bouleverse le cœur, renverse les frontières. Et que la vie surgit toujours là où il y a désir et projet.

Changer les pratiques, changer la culture

Le projet des Rencontres, c'est avant tout de valoriser la richesse des pratiques communautaires. Dès la publication de sa Charte, en 1995, l'Institut Renaudot a perçu la nécessité de mieux cerner ces pratiques et de renforcer ceux qui les portent – souvent dans le doute et l'isolement. Il fallait un lieu où ces acteurs puissent se retrouver, consolider leur dynamisme, échanger leurs expériences et leurs compétences. Un lieu, aussi, d'où ils puissent interpeller les acteurs de la vie sociale et poli-

tique qui sont – sans le savoir, sans le vouloir ou sans vouloir le savoir – impliqués dans la santé des populations.

On sort résolument de l'entre soi dans ces Rencontres : organisées chaque fois dans une ville différente, en concertation avec des acteurs, des collectifs et des décideurs locaux, elles participent aussi à l'expression et au renforcement de ce qui se fait au niveau régional. Les fidèles ont déjà fait un petit tour de France : Pas-de-Calais en 2000 (Grande Synthe), Alsace en 2002 (Mulhouse), Île de France en 2004 (Évry), région Rhône-Alpes en 2006 (Lyon), Pays de Loire en 2008 (Nantes), Midi-Pyrénées en 2010. Cette diversité n'a pas qu'un intérêt touristique : elle permet aussi d'observer comment les pratiques se déclinent dans des sous-cultures et des contextes différents.

■
Changer le monde : cela veut dire susciter des lieux, des mécanismes de contre-pouvoir. à partir de ce qui mobilise, de ce qui anime les gens.
 ■

Et c'est important : comme l'a souligné **Marc Schoene** (président de l'Institut Renaudot) en ouvrant ces journées, on parle ici de changer les pratiques mais aussi de changer la culture : « *notre société, nos institutions et leurs logiques, nos budgets, confortent les organisations en tuyaux d'orgue, les cloisonnements* ». Et il faut bien constater que les pratiques communautaires, l'intersectorialité, les réalités du « faire ensemble » sont encore marginales, contre-culturelles dans la mesure où elles soutiennent le local et le collectif, la parole et le pouvoir d'agir des acteurs, dans un monde qui évolue plutôt dans la direction opposée. On parle beaucoup de la santé dans ces Rencontres – mais aussi de bien-être et de qualité de vie. Parce que, rien à faire, dit encore Marc Schoene, « *une difficulté des pratiques communautaires en santé, c'est... le mot "santé" : mal-*

gré la définition proposée par l'OMS en 1946, ce terme est rarement entendu dans son sens global, il garde encore trop souvent une connotation essentiellement "sanitaire" ».

Les soignants apparaissent dès lors comme les meilleurs experts en la matière, ce qui freine l'implication d'autres acteurs qui ont pourtant un impact déterminant sur la santé. Il arrive aussi, *a contrario*, qu'en agissant de manière globale, les acteurs « santé » apparaissent comme des gêneurs et soient priés de retourner dans leur territoire... Bref, dire « bien-être, qualité de vie », ce serait une manière simple d'induire une vision plurielle, d'inviter un large panel d'acteurs à partager leurs expertises, sur un pied d'égalité : un pas en avant vers l'intersectorialité.

Vivre ensemble pour changer le monde

Et vers l'habitant : il suffit de lui donner la parole – et de l'écouter – pour comprendre que ce qui l'anime, c'est un besoin d'équilibre de vie global, multidimensionnel, et qu'il est impossible d'isoler la « santé médicale » de tout le reste. Belle anecdote à ce propos, un intervenant raconte : jamais personne aux séances de cinéma que l'association organisait autour de la santé, jusqu'au jour où l'on décide de passer un film sur la guerre d'Algérie : plus de 100 spectateurs, dans ce quartier à dominante maghrébine ! Ce soir-là, l'association a découvert que ce qui fait santé, c'est aussi la mémoire, l'Histoire, le fait de pouvoir la partager avec d'autres, et qu'elle soit reconnue. Un autre terme très en vogue dans ces rencontres, c'est le « vivre ensemble ». L'expression n'est pas anodine : si chacun la décline en fonction de son contexte particulier, elle traduit aussi une certaine lecture du monde, largement partagée par les participants. Une lecture engagée, soulignant que les problèmes politiques, sociaux, économiques, écologiques, qui secouent la planète, augmentent dramatiquement les inégalités et

menacent la capacité des humains à se relier, à vivre en société.

Et beaucoup de participants s'accordent sur leur désir de changer le monde – vraiment changer : « *nous ne sommes pas là pour mieux gérer* ».

Changer le monde : cela veut dire susciter des lieux, des mécanismes de contre-pouvoir, à partir de ce qui mobilise, de ce qui anime les gens. Pour enclencher, soutenir une dynamique locale, il faut être inventif et à l'écoute – « *aller à la pêche, créer une mosaïque, bricoler, lâcher prise...* ». Et laisser place à toutes les formes d'engagement : certains habitants n'iront jamais aux réunions du conseil de quartier, mais ils participeront à un réseau d'échange des savoirs, à un projet d'économie solidaire, à une fête... Au gré des exposés, des ateliers, des mini-forums, du « marché des expériences », on croise une multiplicité de lieux où les gens s'ouvrent, se mobilisent, tissent des liens, créent du contre-pouvoir – « *pas la peine de prendre le pouvoir, une fois qu'on y est c'est foutu* ».

On refait le monde, parce qu'on est nombreux ici, tous ensemble, avec les mêmes idées, le même rêve, celui de multiplier les réseaux, de gonfler les vagues de résistance. Il y a même des élus qui le disent, qu'ils ont envie de changer le monde et qu'ils ont bien besoin de sentir des vagues de résistance citoyenne pour ouvrir des brèches dans la forteresse des institutions. Revisiter les stratégies d'action, inventer, sortir des groupes de concertation habituels qui ronronnent, « *refuser parfois d'entrer par la porte pour passer par la fenêtre* » ; faire de la « *démocratie hors les murs* ».

Plaidoyer en faveur d'une vraie démocratie participative

On est bien ici dans l'innovation sociale, « *on est en train de redéfinir l'intérêt général ou plutôt, les moyens de le définir : des pans entiers de la société ne se sentent plus représentés via les mécanismes démocratiques, ils ne se sentent pas en pouvoir d'agir via ces mécanismes* ». C'est la démocratie participative qui semble ici incontournable pour redéployer une citoyenneté active.

Restons vigilants ! soulignent les plus avertis : il faut éviter la manipulation, la « participa-



tion-thérapie », la « coopération symbolique » – quand les professionnels demandent conseil à la population sur ce qu'ils savent déjà, ou lui font valider des décisions déjà prises.

Un des ateliers évoque différentes manières de garantir un pouvoir effectif aux citoyens : le partenariat avec délégation de pouvoir – où les citoyens ont une place majoritaire et doivent donc aussi rendre des comptes ; ou, ce qui a été mis en place à la mairie de Bobigny, un « Observatoire des engagements » (pris par la mairie) qui permet le contrôle citoyen. Ou encore la procédure de « contrôle social » existant au Brésil, qui permet aux habitants d'exiger la mise en œuvre des lois.

Ces réflexions sur la démocratie participative se font d'autant plus vives que de nouveaux dispositifs sont en train de se mettre en place en France. Ils suscitent des débats et des inquiétudes, qui ont été exprimées lors de la table ronde – c'est aussi un des buts, essentiel, de ces rencontres : interpellier les décideurs politiques.

Nous n'entrerons pas ici dans la complexité de ces dispositifs¹. Évoquons seulement une des craintes exprimées : que l'État se défasse sur les collectivités (qui sont asséchées), sous couvert de construire la santé au niveau local. Des interpellations surgissent aussi quant aux moyens : certaines dispositions légales obligent les acteurs à travailler ensemble, mais

il y aurait parallèlement diminution des budgets de coordination... Tandis que des incertitudes de financement, voire des réductions drastiques ont récemment mis en difficulté nombre d'associations locales. Cela se passe en France, bien sûr, rien à voir avec notre petite Belgique...

Plaider pour la démocratie participative au niveau local, cela n'empêche pas d'analyser les mécanismes globaux, et, à certains moments, il y a des passerelles évidentes avec l'altermondialisme – qui s'inscrit lui aussi, presque par définition, dans une perspective intersectorielle.

C'est ainsi que la question alimentaire amène inéluctablement vers une réflexion sur les politiques agricoles, et la mise en accusation du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) hier, de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) aujourd'hui – la résistance contre le tout-économique, contre le caractère néo-libéral de la mondialisation. Tout naturellement, le regard intersectoriel amène aussi à faire le lien entre la promotion de la santé et le développement durable, thème d'un des ateliers. Lorsqu'on rapproche différents textes, les convergences sont évidentes : « La promotion de la santé est le processus qui confère aux populations les moyens d'assurer un plus grand contrôle sur leur propre santé et d'améliorer celle-ci » – tout le monde connaît la Charte d'Ottawa (1986) ; « Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature » : c'est la déclaration de Rio, en 1992, et ça résonne assez bien.

Plus concrètement, les deux approches poursuivent l'équité, l'action intersectorielle, la participation de la population, le développement d'environnements favorables, etc. ; elles mettent en œuvre, notamment, la consultation publique sur les priorités, des structures de coopération intersectorielle... cela ça résonne vraiment bien.

Est-ce l'air de Toulouse, l'accent de là-bas, la voix de Nougaro qu'on a tous dans la tête en foulant les pavés de la ville rose ? Ces Rencontres m'ont paru encore plus vivifiantes, plus

¹ Voir la Lettre de l'Institut Renaudot, n°63 (décembre 2009)

stimulantes que celles auxquelles j'avais participé les années précédentes. J'ai l'impression qu'elles pointaient encore plus nettement le fait qu'agir en promotion de la santé-bien-être, c'est un engagement politique, une résistance. Peut-être parce que, avec le fil rouge de l'intersectorialité, on passait encore plus

entre les murs, et que ça permettait de voir plein de petites taches d'huile qui pourraient un jour se rejoindre...

Lecture partielle, partielle ? Sans doute... Le lecteur pourra le vérifier en consultant les actes de ces Rencontres, qui paraissent généralement assez vite et reflètent bien

chaque fois l'essentiel des débats. Le lecteur impatient peut d'ores et déjà – et on le lui conseille ! – lire les différentes contributions disponibles sur le site de l'Institut Renaudot, www.institut-renaudot.fr.

Marianne Prévost

L'Institut Renaudot en bref

Des valeurs partagées, des intentions et des objectifs

Les membres de l'Institut Renaudot et de la branche française du Secrétariat européen des pratiques de santé communautaire sont engagés par leurs situations diverses, leurs travaux de recherche ou leurs choix dans des pratiques partenariales, pluridisciplinaires, mêlant ou croisant des activités de soin et des approches sociales ou d'environnement. Ils souhaitent poursuivre et développer leurs réflexions et propositions d'actions avec ceux qui, dans leurs divers secteurs d'activités, pratiquent le concept de la santé communautaire ou s'y intéressent.

Ils partagent des valeurs qui fondent leur démarche autour de la promotion de la santé communautaire :

- une conception globale de la santé qui

implique différents secteurs d'activités et implique de la pluridisciplinarité ;

- l'exigence du droit à un accès aux soins de qualité égal pour tous ;
- une conception démocratique des pratiques qui vise à associer toute personne au maintien, à la préservation ou à l'amélioration de la santé ;
- la solidarité qui repose pour partie importante sur un système de protection sociale et de distribution des soins accessibles à tous ;
- l'exigence de qualité des réponses curatives et préventives et leur évaluation.

Son objectif est la reconnaissance pour chaque citoyen de sa place d'acteur de la vie sociale, et la prise en compte des facteurs qui conditionnent son mieux-

être, notamment l'habitat, le cadre de vie, l'environnement socio-économique...

La modification d'un certain nombre de pratiques est nécessaire pour permettre de nouvelles relations entre les citoyens et les professionnels des secteurs du social et de la santé :

- une approche collective qui remette en cause une approche individuelle dominante en France ;
- l'appropriation par la communauté de projets, de moyens, et d'équipements devant répondre à ses besoins,
- le changement de la relation de domination soignant-soigné par une relation "d'échange-négociation-information".

Le poids moral du surpoids

« Notre société crée des obèses mais ne les supporte pas », disait le nutritionniste Jean Trémolières. Et le phénomène s'accroît. Notre monde occidental est familier du XXL dans la vie réelle, tandis que nos écrans, nos magazines, nos imaginaires sont des monomaniaques du svelte. Hommes et femmes confondus.

L'ampleur de l'obésité et du surpoids alarme certains acteurs de la santé, et l'OMS va

jusqu'à parler d'épidémie. De cette manière, utilisant un qualificatif réservé ordinairement aux maladies infectieuses, elle frappe les esprits, remarque **Francis Delpuech**, un des auteurs de 'Tous obèses ?'¹.

En parallèle et comme en corrélation, s'accroissent stigmatisation du surpoids et souffrances de ceux qui le portent. On craint pour l'avenir de son enfant lorsqu'il dépasse les courbes admises. On associe le surpoids

certes à la bonhomie mais aussi à la paresse, au manque de volonté, à la saleté... La discrimination dont sont victimes les personnes obèses est presque inconsciente et ne suscite guère de levée de boucliers. Ils se font rares l'embonpoint signe d'opulence, le bourrelet signe de beauté, la chair signe de bonne santé. Et quand, dans le roman 'Le sumo qui ne pouvait pas grossir' d'**Eric-Emmanuel Schmitt**, un homme sage déclare à un gamin « Je vois un

¹ Voir l'article « Un monde en XXL. Comment l'obésité envahit la planète », dans « Imagine demain le monde », janvier-février 2010. Référence du livre : Francis Delpuech, Bernard Maire, Emmanuel Monnier, « Tous obèses ? », éd. Dunod, 2006.

gros en toi », on comprend bien qu'il soit dés-tabilisé, qu'il ne l'associe pas directement à une promesse de sagesse. L'étiquette « gros » est, de nos jours, lourde à porter². La norme, le conforme, l'acceptable sont du côté de la minceur, voire de la maigreur.

En souffrance

Ainsi, face à leurs patients en mal-être, des professionnels de la santé réagissent. C'est le cas du groupe français GROS (pour Groupe de réflexion sur l'obésité et le surpoids). Il réunit des cliniciens, c'est-à-dire des médecins, des psychologues, des diététiciens... qui viennent en aide à des « personnes de chair et de sang, en difficulté avec leur poids ou leur comportement alimentaire ».

Ce qui les préoccupe : la nature des difficultés rencontrées par ces personnes, les solutions qui leur sont proposées et ce qui est susceptible de les aider véritablement. Car le groupe GROS est convaincu que s'il est généralement préférable de ne pas être gros, tant d'un point de vue médical que psychologique et social, la perte de poids ne suffit pas à régler la totalité des ennuis auxquels sont confrontées les personnes en difficulté avec leur poids. « *Les problèmes de nos patients dépassent largement le cadre de la diététique* », estime le docteur **Gérard Apfeldorfer**, co-fondateur de GROS. « *À la souffrance somatique s'ajoutent celles, encore plus terribles, de la marginalisa-*

tion et de la culpabilisation ». Et les remèdes proposés aggraveraient bien souvent le mal.

Cacophonie alimentaire

Lorsqu'ils éloignent la personne des signaux que lui envoie son corps, lorsqu'ils imposent un plan alimentaire fait essentiellement de contrôle mental, de restrictions standardisées, les régimes et autres traitements amaigrissants risquent de faire pire que mieux. Manger peut devenir une activité cérébrale, plus qu'une sensation gustative et corporelle. Manger peut quitter définitivement la sphère du plaisir. Au bout du compte, on craque, l'échec est au rendez-vous et pour certains, ouvre la voie à un cercle vicieux où se mêlent culpabilisation, perte de l'estime de soi et déprime. Le GROS plaide pour une véritable « éducation alimentaire ». Il s'agirait d'apprendre à s'observer d'abord, à repérer ses émotions face à la nourriture ou ses sensations en mangeant, à prendre le temps de déguster.

Paradoxes pour le mangeur

Mais le mangeur contemporain doit faire face à des pressions bien contradictoires. En circulant dans les allées de sa grande surface préférée, en déterminant son menu face à la télé dans l'attente du JT, il sera l'objet de prescriptions fatales pour sa taille. Impossible de suivre les invitations à la consommation qui l'assaillent tout en s'approchant de la taille

36 (et encore) du mannequin qui les vante. « *Dans nos sociétés d'abondance et de marketing, l'ensemble de notre environnement se révèle 'obésogène'* », indique Francis Delpeuch. L'individu ne porte pas seul la responsabilité de ses kilos. Le terrain d'action doit prendre en compte la publicité ou l'industrie alimentaire dans sa manière d'étiqueter, d'informer, de fabriquer des produits aux calories parfois bien cachées.

Mais il concerne aussi l'agriculture, l'urbanisme, les cantines scolaires, le cadre de travail... Pourquoi ne pas valoriser la production de fruits et légumes ? Pourquoi ne pas agir en faveur de la dépense énergétique en aménageant l'espace pour favoriser la marche ? Pourquoi ne pas soigner le temps des repas à l'école ? Pourquoi ne pas ménager, dans le cadre du travail, des pauses-midis suffisamment longues pour le personnel et outiller les espaces lunch en conséquence ?

Mangeurs, nous ne sommes pas totalement libres de nos choix. Certains d'entre nous en subissent les conséquences plus que d'autres. « Supportons »-les !

Catherine Daloze, rédactrice en chef *En Marche*

Cet article est paru le 4 février 2010 dans le journal En Marche des Mutualités chrétiennes. Nous le reproduisons avec son aimable autorisation.

2 « Obésité, les normes en question », brochure de l'asbl Question Santé (02 512 41 74 - www.questionsante.be)

La France et la prévention de l'obésité

L'an dernier, le Président Nicolas Sarkozy a chargé une Commission pour la prévention et la prise en charge de l'obésité de lui adresser un rapport et des propositions d'actions en la matière. Le résultat de ses (rapides) travaux est un document de 37 pages, qui présente un état des lieux de la situation en France, résume les connaissances actuelles sur le sujet, rappelle les efforts de mobilisation déjà entrepris (les deux PNNS, le programme Epode,

les efforts de l'industrie), et souligne les résultats engrangés par cette mobilisation, ainsi que les faiblesses et insuffisances de cette 'grande cause de santé publique'.

Ce rapport ne bouleversera probablement pas le futur de la prise en charge de ce qui est devenu pour certains scientifiques une véritable 'maladie chronique' là où d'autres voient un facteur de risque associé à certaines maladies chroniques. Il comprend néanmoins quelques informations intéressantes comme

la mise en évidence d'une stabilisation de la prévalence de l'obésité chez les enfants (pour autant que les données disponibles puissent permettre de l'affirmer).

À retenir aussi, le fait que la France ne se situe pas trop mal dans le concert européen, l'importance du fait gastronomique (et donc de la grande richesse de la palette alimentaire française) et les rituels de convivialité hexagonaux autour de l'acte de se nourrir jouant là sans doute un rôle positif. Par contre, la grande sédentarité de

la population constitue un handicap incontestable (sûrement transposable à notre pays !). Parmi les points noirs, les auteurs du rapport relèvent une capacité de mobilisation inadap- tée à l'importance de l'enjeu, en particulier du côté du secteur privé et des régions ; une compréhension insuffisante des facteurs favorisant l'obésité et de grosses lacunes en épidémiologie ; un dépistage parcellaire des personnes à risque ; un 'ostracisme insupportable à l'égard des personnes obèses' (et l'in- sistance virulente sur ce point est assurément un des apports majeurs du travail de la com- mission) ; le manque d'attention portée à l'ac- tivité physique ; le caractère culpabilisant et la mauvaise compréhension par le public des messages sanitaires 'lardant' les publicités ; les insuffisances de l'évaluation.

Venons-en aux recommandations. Certaines ont fait l'objet d'un consensus au sein de la commission. En voici quelques-unes : déve- lopper des actions ciblées en direction des publics fragiles ; développer la culture ali- mentaire des enfants ; mettre en place les conditions d'un développement de l'activi- té physique ; développer l'information sur les bonnes pratiques du 'temps d'écran' quoti- dien des enfants ; proposer au niveau euro- péen l'indication obligatoire du nombre de calories sur la face avant des emballages, et par portion ; établir des recommandations de bonnes pratiques médicales pour la prise en charge ; promouvoir l'allaitement maternel. À noter aussi, la suggestion d'organiser une gouvernance nationale forte avec un pilotage interministériel dont le responsable viendra du secteur de la santé. Assurément une ex- cellente idée !

Trois sujets n'ont pu faire l'objet d'un consen- sus : les mesures relatives à la publicité pour les produits alimentaires transformés dans les écrans destinés aux jeunes ; l'instauration d'un dispositif d'orientation du consom- mateur de type 'green keyhole' suédois (nous pu- blierons prochainement un article de David Leloup narrant les malheurs des 'feux trico- lores' au niveau européen) ; la fin de l'exoné-

ration du paiement de la 'taxe INPES' en cas d'apposition du bandeau « manger bouger »¹. Il n'est peut-être pas innocent que deux des trois sujets de discord au sein de la commis- sion soient directement liés aux intérêts de l'industrie agro-alimentaire, qui est très puis- sante en France, et qui est d'ailleurs remer- ciée en fin de rapport pour sa 'participation très active aux travaux de la commission' à travers la responsable des relations institu- tionnelles de l'ANIA (Association nationale des industries alimentaires, l'équivalent de 'notre' FEVIA). Un 'engagement' qui n'aura donc pas été inutile...

Des recommandations plus musclées

Au moment où la commission démarrait ses travaux, 20 sociétés médicales d'experts et de spécialistes ont identifié 17 chantiers per- mettant de maintenir et amplifier la dyna- mique lancée par les deux PNNS et de mettre en place des mesures complémentaires qui n'ont pu voir le jour.

■
Un euro permet d'acheter
l'équivalent de 76 kcal de fruit
ou légume contre 384 kcal
d'un autre aliment
■

L'objectif est de réduire les écarts, la fracture nutritionnelle, qui se développent en France entre les groupes sociaux. Les populations défavorisées sur le plan économique sont particulièrement vulnérables sur le plan nu- tritionnel, associant risque élevé d'obésité et de carences. Pour agir contre ces inéga- lités sociales et atteindre l'ensemble des ob- jectifs du PNNS, l'information et l'éducation sont certes nécessaires mais notoirement in- suffisantes. Il faut également agir sur l'offre alimentaire (notamment en termes d'acces- sibilité et d'amélioration de la qualité nutri- tionnelle), ainsi que sur l'activité physique. Voici ces chantiers jugés prioritaires.

Actions en milieu scolaire

Améliorer l'offre alimentaire, les actions pé- dagogiques, et le dépistage des problèmes nu- tritionnels dans les établissements scolaires :

- inscrire des normes en termes de compo- sition des repas servis en restauration sco- laire dans un texte réglementaire ayant force d'obligation ;
- rendre obligatoire l'installation de fontaines d'eau dans toutes les enceintes scolaires ;
- renforcer l'interdiction de mentionner des marques alimentaires à l'école sur les menus, affiches, dépliants, matériel scolaire ou spor- tif et réserver réglementairement la possi- bilité de diffuser des outils pédagogiques sur la nutrition aux seuls bénéficiaires du logo PNNS ;
- renforcer le dépistage et les actions de pré- vention par les services de médecine sco- laire : visite obligatoire de dépistage de l'obésité ou du risque d'obésité (au moins à une occasion en maternelle, à l'école élé- mentaire, au collège et au lycée) et renfor- cer l'articulation avec les réseaux de prise en charge de l'obésité (ou leurs équivalents) ;
- introduire au minimum en CE2 et en 5^e des cours sur les groupes d'aliments et les re- pères de consommation du PNNS, des ac- tions favorisant le développement du goût et la pratique de la cuisine.

Augmenter l'activité physique à l'école et durant le temps périscolaire : augmenter le temps d'activité physique effective, aména- ger les cours de récréation, les gymnases et fournir les compétences d'encadrement pour favoriser le jeu et la pratique de l'activité phy- sique pendant et en dehors du temps scolaire.

Recueillir de façon systématique, anony- misée et standardisée dans les structures scolaires, **les données anthropométriques** concernant l'ensemble des enfants (école, collège, lycée). Ces données seront centra- lisées, chaque année, et traitées pour la sur- veillance de l'évolution de la prévalence du surpoids et de l'obésité chez l'enfant par l'Ins- titut de veille sanitaire.

¹ La loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique prévoit que les messages publicitaires en faveur de boissons avec ajout de sucre, de sel ou d'édulcorant de synthèse et des produits alimentaires manufacturés contiennent une information à caractère sanitaire.

À défaut de l'apposition de ce message sanitaire, l'annonceur ou le promoteur doit s'acquitter d'une contribution financière reversée à l'Institut national pour la prévention et l'éducation pour la santé (INPES) pour lui permettre de conduire des actions d'éducation nutritionnelle.

Il était attendu que cette taxe rapporte à l'INPES de 1 à 3 millions d'euros par an, il n'en a rien été (elle rapporte à peine 100.000 euros par an), la plupart des annonceurs optant pour l'apposition du bandeau avec message sanitaire.

Actions en population générale

Renforcer les actions de communication de l'INPES (informations pratiques et appliquées à la vie quotidienne des populations, notamment les plus défavorisées) par une exonération du prix d'achat d'espace pour ses campagnes de promotion de la nutrition sur les chaînes publiques de télévision et de radio, notamment lors des tranches horaires visant les enfants.

Interdire par voie réglementaire la **publicité télévisuelle destinée aux enfants** pour tous les produits alimentaires (à l'exception des aliments dont la promotion est compatible avec les objectifs du PNNS), aux horaires du matin avant l'école, ainsi que les mercredi, samedi et dimanche matin.

Interdire par voie réglementaire dans les téléachats ou autre système de promotion grand public la **vente de produits alimentaires de régime ou de compléments alimentaires ou de vêtements spéciaux ou d'appareils de gymnastique passive** suggérant une efficacité sur le contrôle du poids, et dont l'intérêt n'a pas été validé par un comité d'experts nommé par les pouvoirs publics.

Créer, en s'inspirant de ce qui existe en Suède, un **logo « la clé plaisir-nutrition PNNS »** décliné du logo du PNNS (applicable sur les emballages ou dans des documents d'information sur les lieux de vente) destiné à informer rapidement et clairement les consommateurs, au moment de leur achat, sur les aliments dont le PNNS recommande une augmentation de consommation pour la population (attribution sur la base des profils nutritionnels, des repères de consommation et des objectifs nutritionnels du PNNS).

Promouvoir l'allaitement maternel et adapter la législation du congé maternité en augmentant sa durée.

Rendre obligatoire l'installation des fontaines d'eau (réfrigérées ou non) dans tous les lieux publics (écoles, collèges, lycées, universités, piscines et établissements sportifs, administrations, ministères, mairies, préfectures, entreprises publiques et parapubliques), les lieux de passages (gares SNCF, stations de métro, aéroport, etc.) et dans les entreprises privées. **Promouvoir** et favoriser l'accessibilité, pour toute la population, **des pains utilisant une farine plus riche en glucides complexes et**



Photo © Fotolia

fibres, fabriqués avec une quantité de sel inférieure à 18 g par kg de farine, agir sur les prix, la disponibilité et l'accessibilité.

Actions vers le système de santé

Former les professionnels de santé, de l'éducation et du social :

- introduire de façon obligatoire dans les cursus de base des médecins, dentistes, pharmaciens, infirmières et aides soignantes, une formation en nutrition intégrant des notions sur les comportements alimentaires et les repères de consommation du PNNS et des informations sur le dépistage, la prévention, et la prise en charge de l'obésité et de la dénutrition ;
- introduire de façon obligatoire dans les cursus des enseignants (en particulier pour l'éducation physique et sportive et les sciences et vie de la terre), travailleurs sociaux, conseillères en éducation familiale et sociale, des notions de base de nutrition (les groupes d'aliments et les repères de consommation du PNNS).

Clarifier les compétences reconnues aux divers professionnels de santé en matière de nutrition (favoriser la délégation de tâche entre professionnels, définir un statut de médecin nutritionniste, harmoniser les formations au niveau européen).

Améliorer la prise en charge de l'obésité infantile et adulte par la mise en place de réseaux régionaux de prise en charge de l'obésité et fondés sur les bonnes pratiques développées

avec la Haute Autorité de Santé.

Améliorer la prise en charge des problèmes nutritionnels à l'hôpital :

- de manière spécifique pour permettre une évaluation de l'état nutritionnel et une approche globale, médicale, diététique, psychologique et sociale ;
- rendre obligatoire les comités de liaison alimentation nutrition (CLAN) dans les hôpitaux et leur fournir les moyens d'agir ;
- nommer un médecin référent nutrition dans chaque établissement hospitalier et médico-social, en relation avec les unités de diététique.

Inscrire le PNNS comme plan prioritaire de santé publique et l'intégrer dans chacun des projets régionaux de santé publique (dans le cadre de la mise en place des Agences régionales de santé) avec mise en place d'un mécanisme unique de coordination des actions ayant un impact direct sur la santé et soutenues par les directions/agences sectorielles régionales.

Actions vers les milieux défavorisés

Instaurer pour les personnes défavorisées sur le plan social et économique **des coupons exclusifs de fruits et légumes frais** (10 € par mois devant permettre un apport de l'ordre de 100 à 200 g de fruits et légumes frais par jour).

Soutenir les structures d'aide alimentaire pour l'approvisionnement en aliments dont la consommation doit être accrue.

La suite des opérations

Le Président de la République n'a pas tardé à réagir au rapport de la commission, et a confié au **Professeur Arnaud Basdevant**, chef du service de Nutrition à l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière la mission de piloter le Plan obésité, dont les contours sont précisés ainsi :

« Sur la base des propositions faites par la commission, je souhaite qu'un plan obésité, comprenant notamment les actions suivantes, soit mis en œuvre d'ici 2012 :

- animer et intensifier l'effort de recherche, créer une fondation de coopération scientifique associant l'Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé à des partenaires publics et privés ;

- développer la prévention, faciliter l'application des recommandations existantes en améliorant l'alimentation scolaire, la restauration collective et la restauration solidaire et en développant l'activité physique pour la santé à l'école ;
- renforcer les liens entre prévention et prise en charge, organiser d'ici 2012 le dépistage de l'obésité des enfants et une prise en charge de qualité sur tout le territoire, y compris l'outremer, en apportant une attention particulière aux populations fragiles.

L'État consacrera 140 millions d'euros sur trois ans à la mise en œuvre de ces mesures. Ces dépenses seront financées par redéploiement. »

Le Prof. Basdevant sera vice-président du comité de pilotage du PNNS, dont le plan obésité

sera le volet 'lutte contre l'obésité'. Il animera aussi les travaux de rédaction d'une charte conférant un caractère solennel aux engagements des acteurs de santé, ainsi que des acteurs institutionnels, des associations, des médias, des entreprises. Cette charte devra être signée avant le 30 juin 2011.

Reste à espérer que cette grande cause nationale ne fasse pas la part trop belle aux intérêts de l'industrie agroalimentaire et de l'industrie pharmaceutique, toutes les deux très préoccupées par la question de l'obésité, comme chacun sait...

Christian De Bock

RÉFLEXIONS

Le don, l'échange et le marché

"Tous s'achète et tout se vend", comme le chantait Jacques Brel à l'époque où il croyait que le diable était revenu sur terre. Comment chanterait-il aujourd'hui la course aux profits financiers ? Sous la pression du "marché" et de la logique marchande, la part de l'espace public traditionnellement réservée au don et à la solidarité n'est-elle pas, lentement mais sûrement, en train de se réduire ?

Quand on voit "le marché" breveter le vivant, s'emparer de la création culturelle, faire pièce à l'économie sociale, se rendre propriétaire de biens qui appartiennent à tous, privatiser des services collectifs... on se demande quels biens et quels services seront encore capables de résister à toute évaluation marchande. L'évolution du monde contemporain, tout au moins dans nos sociétés occidentales, ne va-t-elle pas précipiter la fin de "l'esprit du don" et de la solidarité ? Cette question est à la base d'une réflexion passionnante de l'anthropologue français **Marcel Hénaff**¹.

En apparence, dit-il, le débat semble clair : "Ce qui ne peut se vendre, c'est ce qui doit se donner." Le don serait ainsi l'antithèse du commerce. Et

certains ont même rêvé d'une "économie du don" qui ferait pièce au système capitaliste.

Or, dit-il, cette alternative n'est pas pertinente "parce que l'on tend ainsi à placer aux deux extrémités d'un même plan le don et le commerce... comme s'il s'agissait de deux formes hétérogènes mais symétriques d'échanges de bien. L'une s'impose quand l'autre doit s'effacer..." Mais la relation de don, affirme Marcel Hénaff, n'est pas seulement un transfert de biens, un échange entre un donateur et un donataire, parce qu'elle ne porte pas tant sur les biens que l'on peut donner gratuitement que sur les valeurs de respect, d'attachement, de reconnaissance, de dignité qui y sont liées. Et, c'est de cela, qui est source de lien social, "que le processus de marchandisation voudrait nous 'délivrer' en nous faisant entrer dans des logiques d'engagements purement contractuels, de risques savamment calculés, d'investissements garantis, de profits assurés et même de générosités rentabilisées." Autrement dit, la logique du don affirme tranquillement que ce n'est pas de l'échange économique que l'on peut attendre la formation et le maintien du lien social.

Marcel Mauss l'avait bien compris en disant que "donner n'est pas d'abord donner quelque chose, c'est se donner dans ce que l'on donne." Voilà pourquoi il faut dire que la relation de don, même si elle se définit comme l'opposé du rapport marchand, n'a pas pour fonction de s'y substituer. Elle se joue sur un autre plan et elle ne cherche pas à empêcher l'échange monétaire dont, par ailleurs, on ne pourrait se passer.

Ce n'est pas l'argent comme outil d'échange qui pose problème. L'argent existe parce que nous avons besoin les uns des autres et qu'il nous permet d'échanger des services, des biens et des compétences selon des règles justes, en principe. Mais l'argent peut aussi être une imposture. L'argent peut rendre précieux ce qui ne l'est pas en lui donnant un prix élevé. L'argent peut donner de l'importance en procurant une position dominante à celui qui ne la mérite pas. Il peut aussi tricher avec le temps et le travail en permettant d'acquérir rapidement, par la spéculation, ce qui exige normalement de longs efforts.

¹ C'est le thème d'un ouvrage essentiel de Marcel Hénaff, *Le prix de la vérité. Le don, l'argent, la philosophie*. Le Seuil (2002).

Par ailleurs, "l'esprit du don" ne se réduit pas à une attitude moralisante. Ce n'est pas seulement faire la charité. C'est travailler à rétablir les conditions objectives d'une société juste, dans l'égalité et une chaleureuse solidarité. C'est ici que la marchandisation généralisée que l'on connaît aujourd'hui fait problème. *"Marchandisation veut dire que tout a un prix et que tout peut faire l'objet d'une négociation profitable. Ainsi, une multitude de services que, traditionnellement, on se rendait gracieusement les uns aux autres, créant ainsi des liens de confiance et de soutien, tendent à être rémunérés".*

La plus grave menace de la marchandisation, mais elle est imperceptible, est de fonder une nouvelle normalité : tout ce qui nous concerne peut et doit s'acheter. Tout, selon cette logique devrait être payant : le sport, la fête, la santé, l'enseignement... avec ce corollaire qu'aucune activité ne doit être développée si elle n'engendre pas des profits (privés). C'est ainsi que l'on fait des économies sur la sécurité parce qu'elle coûte trop cher, que les loisirs doivent être rentables, que la recherche ne doit "trouver" que des produits commercialisables...

Nous risquons alors de vivre dans un monde de plus en plus étriqué puisque le marché ne peut offrir que ce qui peut se vendre.

Christian Van Rompaey

Article paru initialement dans le dossier 'Soins de santé : un marché lucratif' de la revue 'Contact' publiée par la Fédération de l'Aide et des Soins à Domicile (n° 121, octobre-novembre 2009), et reproduit avec l'aimable autorisation de la revue et de l'auteur.

MATÉRIEL

« Une année ... aux petits oignons »

Le nouvel outil de la Coopération Éducation & Santé - Cordes asbl pour démarrer l'année scolaire avec des questions !

Apprendre, c'est notamment se poser des questions, les formuler, chercher des réponses seul ou en petit groupe et les confronter à celles des autres pour tirer des conclusions ou... se poser d'autres questions.

Ce principe est à la base de l'apprentissage mais aussi de l'esprit critique que l'école a pour mission de développer chez les élèves. L'affiche « Une année aux petits oignons » invite les élèves à explorer des questions et faire des liens entre les différents facteurs qui influencent nos habitudes alimentaires et nos modes de consommation. Une manière d'intégrer le thème « santé » dans les apprentissages.

Cette affiche (encartée dans ce numéro d'Éducation Santé) est diffusée à l'intention des classes du dernier degré primaire et du premier degré du secondaire.

Pour l'obtenir, les élèves sont mis à contribution afin de les impliquer dès le départ en suscitant leur curiosité. L'asbl Cordes attend de leur part une lettre collective présentant un fruit

ou un légume bizarre. C'est le début d'une correspondance avec la classe si elle le souhaite. L'affiche permet d'aborder – au gré des centres d'intérêt des élèves et des objectifs de l'enseignant – les multiples facettes des fruits et des légumes, depuis les modes de production jusqu'aux recettes préférées en passant par l'environnement, les prix de consommation ou encore les habitudes de repas. Apprendre, c'est aussi exercer des compétences. L'école, la maison, l'environnement sont des lieux de vie où individuellement et collectivement, il est possible de les mettre en œuvre.

Pourquoi démarrer l'année avec les fruits et les légumes ? Pour plusieurs « bonnes » raisons ! Tout d'abord, l'enquête européenne « Santé des jeunes en âge scolaire » réalisée en Belgique par le SIPES-ULB a démontré que même si depuis 1994, les jeunes consomment davantage de fruits et de légumes, ceux-ci pourraient être consommés plus fréquemment. Le Plan national nutrition belge recommande en effet la consommation de 400 g de fruits et légumes par jour.

Par ailleurs, consacrer la plus grande part de son assiette aux céréales et légumineuses et

aux fruits et légumes locaux, de saison, produits sur un mode agro-écologique, constitue un plus pour la santé de chacun et réduit l'impact de notre consommation sur l'environnement.

Enfin, les Régions et la Communauté française proposent, avec l'aide de l'Union européenne, un programme de distribution gratuite de « Fruits et légumes à l'école »¹ et des outils pédagogiques² encourageant les apprentissages tout en préparant et en dégustant ces aliments en classe.

Susciter la curiosité des élèves et l'appétit de goûter en s'assurant que ces aliments soient accessibles à tous, que ce soit dans les cantines scolaires ou dans les pique-niques, voilà un des défis que les acteurs scolaires et les partenaires éducateurs peuvent relever ensemble pour mener à des choix et à des environnements plus favorables à la santé, à l'école comme à la maison.

L'affiche « Une année aux petits oignons » ne donne pas de solutions mais peut motiver les troupes !

Pour plus de renseignements :
cordes@cordes-asbl.be

¹ Voir www.agriculture.wallonie.be, www.bruxelles.irisnet.be et www.cfwb.be.

² L'outil précédent « En rang d'oignons », édité également par l'asbl Cordes avec le soutien de la Communauté française, est toujours disponible pour les classes maternelles et primaires. Informations : cordes@cordes-asbl.be ou 02 538 23 73 (tél - fax - répondeur). L'outil « Petite bibliothèque gourmande » est disponible au Service Général des Lettres et du Livre de la Communauté française de Belgique – 04 232 40 15.

Optimove

Description de l'outil

Ce jeu de stratégie coopérative aborde la question de la responsabilité collective en matière de mobilité. Il invite les joueurs, autour d'un plateau de jeu géant représentant un tissu urbain, à opérer les choix de moyens de transport les plus appropriés en fonction d'une situation donnée. Il projette ainsi le joueur dans son quotidien, autour de missions obligatoires et collectives.

Il attire aussi son attention sur l'impact de ses décisions en matière de mobilité : émission de CO₂, sécurité routière, santé et aménagement du territoire. Bref, le jeu aborde de nombreux thèmes transversaux inhérents à notre mobilité. En 8 tours maximum, tous les joueurs doivent arriver sur le bloc central du plateau, en ayant rempli différentes missions et sans avoir dépassé le quota maximum de CO₂ autorisé dans la ville. Traverser le centre après être passé par la gare et par l'école, il faudra bien 8 tours... Mais quelle combinaison de transports choisir ? En empruntant quel itinéraire ? Avec quelle émission de CO₂ ?

Spécialement conçu pour des jeunes de 14 à 20 ans, Optimove se joue en groupe. Ce jeu est autant adapté à un cadre d'éducation formelle que non formelle. Les écoles, les ludothèques, les maisons de jeunes, les centres pour jeunes, les mouvements de jeunesse... utiliseront facilement le jeu à l'intérieur de leur structure. Le portefeuille de lecture sur les thématiques abordées par le jeu permet à l'animateur d'aller plus loin dans ses réponses aux différentes questions que les jeunes peuvent se poser. Ce jeu a été réalisé à l'initiative de l'asbl Empreintes, en collaboration avec la Direction générale des transports du MET (Région wallonne) et l'Institut belge pour la sécurité routière (IBSR). Il est le fruit d'un travail de deux années de tests dans les classes de l'enseignement secondaire. Il répond au manque d'outils pédagogiques pour ce public en matière de mobilité. Il a également fait l'objet de plusieurs confrontations avec des professionnels de la mobilité et de la pédagogie par le jeu.

Éditeur - promoteur de l'outil :

Empreintes asbl, Thibaut Quintens,
rue Godefroid 44, 5000 Namur.

Tél. : 081 22 96 28. Fax : 081 22 96 31.

Courriel : info@empreintesasbl.be.

Site : <http://www.empreintesasbl.be>

Cette association a pour but d'informer, de sensibiliser, de former, de mobiliser et d'interpeller la jeunesse sur les valeurs et les enjeux de l'écologie, sur la vie des hommes et des femmes en société en interaction avec leur environnement. S'y intègrent : la protection de l'environnement, l'éducation à la citoyenneté, la sensibilisation à la démocratie participative, à la tolérance, la promotion d'un développement durable, les relations équilibrées, la coopération et la solidarité entre le Nord et le Sud, la lutte pour abolir les discriminations et pour obtenir l'égalité des chances.

Le jeu Optimove peut être obtenu en prêt à l'asbl Empreintes et dans les centres régionaux d'initiation à l'environnement (liste sur www.crie.be). Durée du prêt : 1 mois. Location : 10 € pour le mois. À l'achat : 100 € pour une collectivité, 125 € pour un particulier.

L'avis de la Cellule d'experts de PIPSa¹

La cellule d'experts de l'Outilthèque-santé gérée par le service Promotion de la santé de l'Union nationale des mutualités socialistes, a octroyé la mention "coup de cœur" à cet outil (juin 2008).

Appréciation globale

Ce véritable jeu de stratégie coopérative permet d'expérimenter, à travers son processus ludique, les conséquences de choix individuels de mobilité sur la collectivité. En lien étroit avec l'actualité (hausse des carburants, détérioration environnementale, pollution, épuisement des ressources naturelles), le jeu favorise la prise de conscience – parfois surprenante – de la réalité du coût individuel et environnemental de la mobilité. L'aspect "santé" y est abordé de manière globale, en lien avec les déterminants environnementaux de la qualité de vie.

Les cases "information", soutenues par un porte-



feuille de lecture concis et concret, permettent un recadrage d'éléments de connaissance générale parfois méconnus. Toutefois, l'essentiel du message éducatif se découvre à partir des contraintes et des frustrations (formatrices !) de la dynamique ludique. Tant les règles du jeu que la concertation obligée entre joueurs favorisent, sans culpabilisation aucune, le libre arbitre et le choix éclairé.

Le plan de jeu, les matériaux nobles et les couleurs rendent le jeu particulièrement agréable et attractif. Malheureusement, l'encombrement et le poids de la valise limitent son transport à pied, à vélo ou en transport en commun ! Le durée prévue de l'animation (2 périodes scolaires) semble un peu étroite étant donné le temps nécessaire à la concertation. De plus, l'absence de guide pédagogique semble privilégier une utilisation par un animateur, dans toute structure accueillant des jeunes.

Enfin, malgré leur clarté, les règles de jeu nécessitent de jouer une partie "pour du beurre" de façon à les assimiler et à en comprendre mieux toutes les implications.

Objectifs de l'outil

Prendre conscience de l'impact, sur la collectivité, de décisions individuelles de mobilité. Penser la mobilité de manière globale, en lien avec l'aménagement du territoire, l'environnement, la santé et la sécurité routière.

Public cible

À partir de 14 ans, pour toute personne qui désire repenser sa mobilité.

En famille.

Utilisation conseillée

Intégrer le jeu dans un projet global sur la mobilité permettant, après le debriefing, d'élargir la question à l'échelle de l'école, du quartier, de la commune.

Pour sensibiliser les jeunes à l'empreinte écologique, leur proposer aussi l'excellent outil du WWF : <http://www.wwf-footprint.be/fr/>

¹ Voir sur <http://www.pipsa.org>

« J'arrête quand je veux »

C'est à l'initiative d'Infor-Drogues que **Nicolas Ancion** a écrit ce roman pour les 10-12 ans, publié récemment aux éditions Jourdan (9,90 € prix France).

Théo est fan de jeux vidéo et, un jour, il découvre en ligne un jeu encore plus passion-

nant que les autres, qui lui fait oublier tout le reste. Parviendra-t-il à revenir dans notre monde ?

Pour parler du *making of* de ce livre, du choix du sujet et, bien entendu, des jeux vidéo, nous avons rencontré **Philippe Bastin** et **Antoine**

Boucher, responsables du projet chez Infor-Drogues.

« *L'idée de départ est très concrète et ne date pas d'hier : elle vient des demandes d'ouvrages que l'on nous adresse souvent, pour faire de la prévention, pour parler des drogues. Or,*

31. Tête à tête

Sergio est assis à une table du réfectoire, Théo est debout, appuyé contre le mur.

— Alors, tu me racontes ? demande l'éducateur.

— Qu'est-ce que je dois raconter ?

— *Land of the Living Dead*, tiens, je n'ai jamais joué à ça.

Théo est un peu interloqué. Il ne s'attendait pas à ce sujet de conversation.

— Tu sais, je ne peux pas jouer à tout. Moi je suis plutôt vieux jeu, si je peux dire ça. Je reste cantonné aux simulations de sport.

Théo sait tout ça, mais il ne s'attendait pas à ce que la discussion porte là-dessus. Pour faire bonne figure, il répond :

— Aux jeux de plates-formes aussi, tu es super fort.

Sergio sourit, mais il n'a pas envie que la conversation dévie sur ses performances au joystick.

— C'est un jeu multijoueurs en ligne, c'est ça ?

Théo hoche la tête.

— Tu joues dans un univers qui existe tout le temps, même quand tu n'es pas connecté ?

Théo approuve de nouveau.

— Tu as mangé ta langue, Théo ? Tes copains m'ont dit que tu ne parlais que de ça. Que tu jouais un zombie...

— Oui, mais ça les intéresse vraiment, eux : ils ne posent pas les questions, ils me laissent raconter quand j'en parle, c'est tout. Sergio se lève et prend le garçon par les deux épaules, en posant son regard droit dans le sien.

— Ne prends pas ça mal, Théo. Je t'assure

que ça m'intéresse. Je te pose des questions parce que j'ai envie de savoir à quoi ça ressemble. Je n'ai jamais joué, je te dis.

Tu vois le personnage d'en haut ? En perspective ou à la première personne ?

Théo a du mal à résister. Il a envie de répondre à toutes ces questions, mais quelque chose en lui craint de s'ouvrir, comme si partager son jeu avec un adulte allait le rendre moins passionnant.

— Un zombie, c'est immortel ?

— Ben non, répond Théo, c'est un mort-vivant, il est déjà mort, donc il ne peut plus mourir. Mais il ne vit plus non plus. C'est pour ça que c'est chouette, on peut s'arracher un bras et le recoudre. On n'est pas limité.

Sergio sent que Théo se lâche un peu. Il le laisse raconter avec tous les détails. Ils parlent une bonne vingtaine de minutes, Sergio n'arrête pas de poser des questions pour amener Théo à parler encore.

A un moment il dit :

— Et à la maison, ça se passe comment ? Tu vis chez ton père, non ?

D'un coup Théo se cabre. Son visage se referme, ses yeux se baissent.

Il n'a pas envie de parler de ça. Il n'a rien dit, mais Sergio lit très bien ce qui se chuchote dans les silences.

— Tu as raison Théo, ça ne me regarde pas, reprend l'éducateur.

Théo lui sourit de nouveau. Il ne dit rien, mais son regard vaut bien un remerciement.

— Tu sais, poursuit Sergio, quand j'avais ton âge, j'étais beaucoup plus timide que

maintenant. J'avais un mal fou à parler de ce que je sentais à l'intérieur. Tu sais ce que je faisais quand je voulais discuter d'un truc, mais que je ne trouvais personne à qui en parler ?

Non, répond Théo d'une mimique du visage.

— Je m'écrivais des lettres à moi-même.

Le regard de Théo montre bien que le garçon trouve l'idée ridicule.

— Attends, je t'explique, je n'écrivais pas pour moi maintenant mais pour le Sergio qui serait là un mois plus tard. J'écrivais aux gars que je serais dans le futur. Pas dans dix ans, mais dans quelques semaines. Je me demandais ce que le gars que j'allais devenir penserait de ce que j'étais en train de faire. Et tu sais quoi ?

Évidemment que Théo n'en a aucune idée, on devrait interdire de poser des questions qui n'attendent pas de réponse.

— Eh bien, je me suis rendu compte qu'en écrivant, je parvenais à mieux me comprendre. Je n'avais pas besoin de me relire un mois plus tard. Le simple fait de m'avoir écrit m'aidait à y voir clair. Tu écris parfois ?

— Non répond Théo, je n'y ai jamais pensé. Fais ce qui te plaît surtout. Mais quand tu as un coup de cafard, pense au cahier. Ou au traitement de texte. Quand j'étais gamin ça n'existait pas et j'aimais bien l'encre bleue sur les feuilles quadrillées. Mais ça doit marcher sur l'écran d'un ordinateur aussi, j'imagine. Un peu comme quand on écrit un blog.

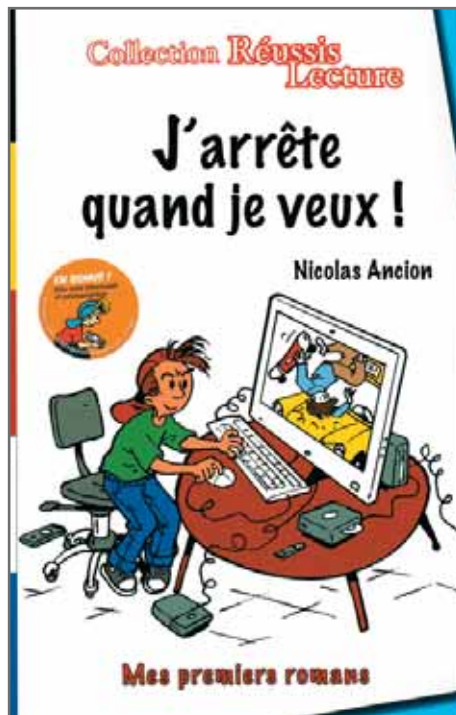
(*extrait, page 141 à 144*)

pour les jeunes enfants, on ne peut renvoyer le public à aucun document récent, de qualité et qui soit facile à se procurer. Soit les supports existants sont trop compliqués pour cette tranche d'âge, soit ce sont de petites historiettes où le jeune est celui qui sauve la situation, ce qui n'est pas très crédible. Ce qui existe dans la série Max et Lili nous semble trop stéréotypé et moralisateur. Les best-sellers comme Christiane F., L'Herbe bleue ou Trainspotting s'adressent à un public plus âgé et sont en outre catastrophiques sur le plan éducatif parce qu'ils racontent des histoires à sensation, dramatiques, très éloignées de ce que vit la grande majorité des jeunes. Notre souhait était de disposer d'un outil qui soit à leur portée et aborde la question de manière ludique, aux antipodes de la croisade sanitaire. »

Mais comment attirer l'attention des enfants, comment leur faire percevoir le ressort de ce qui peut nous accrocher dans la vie, positivement ou négativement, et nous passionner au point de devenir problématique ? Comment les aider à trouver des repères pour avoir un certain recul et mettre des limites ? « Nous ne voulions pas faire cela nous-mêmes : ce n'est pas notre métier. Car il fallait réaliser un vrai livre, écrire une vraie histoire qui parle à son public, qui se branche sur sa réalité, avec des personnages auxquels il puisse s'identifier. Nous devons donc obtenir la collaboration d'un écrivain et, pour que le livre circule bien, celle d'un éditeur. »

On demande un romancier

Nicolas Ancion a écrit de nombreux romans (dont une demi-douzaine pour la jeunesse), il a aussi été enseignant et ses enfants vont arriver à l'âge du public cible. Il s'est emballé pour le projet, ravi que son roman puisse avoir une perspective éducative. Cerise sur le gâteau : il utilise beaucoup Internet et connaît bien les jeux électroniques ! Ce dernier point s'est révélé fort utile lorsque, accompagné d'un membre de l'équipe, il s'est rendu dans une dizaine de classes de différentes régions et de différents milieux sociaux : « Il venait les voir comme un écrivain qui prépare un livre. Il n'a pas du tout été question de dépendance, il posait des questions ouvertes. Par exemple : si vous deviez vous



rendre sur une île déserte, qu'est-ce qui vous manquerait beaucoup, qu'est-ce que vous emporteriez avec vous ? Ces échanges ont été enregistrés, et les résultats sont extraordinaires. À cet âge, ils ont encore un pied dans l'enfance, ils ne craignent pas de parler d'un doudou, d'un nounours. Mais, très vite, ce qui arrivait en tête de liste c'était la console de jeux, la PlayStation. Ce qui les branche le plus, et de façon débordante, ce sont les jeux vidéo en ligne : cela déclenchait chez eux une excitation incroyable. Les enseignants disaient : je découvre des enfants que je ne connaissais pas ; c'est tout un univers dont ils ne parlent jamais en classe... »

La plupart du temps, les jeunes ne discutent jamais de ces jeux avec les adultes. Bien entendu, les parents n'ignorent pas que leurs enfants jouent. Et tous les enfants ont accès aux jeux, même dans les milieux moins favorisés où, à la limite, on considère comme encore plus important d'avoir accès aux mêmes biens de consommation, aux mêmes codes que les autres : « C'est tout à fait accepté par les parents et ceux-ci, le plus souvent, semblent bien fixer des règles d'utilisation, des balises de temps. Contrairement à ce que l'on croit, il est rare que les jeunes de cet âge transgressent gravement ces limites. Par contre, le contenu des jeux n'est pas du tout contrôlé par les parents, qui les connaissent mal : peu d'entre eux

pratiquent cette activité pour eux-mêmes. Par ailleurs, on sait bien que les enfants sont prescripteurs d'achats. Certains achètent même leurs jeux tout seuls, ils échangent, revendent, font des recherches sur Internet... Et, parfois, ils tombent sur des choses qui ne sont pas de leur âge, comme cette petite fille qui montrait beaucoup d'anxiété, stressée par un jeu où elle devait gérer sa vie financièrement, comme une femme adulte. »

La pression du groupe

On pense souvent que les jeux à éviter sont particulièrement violents. Or, de ces échanges avec les enfants, il ressort que le risque réside surtout dans le manque d'interaction avec un adulte et l'effacement de la distinction entre réel et virtuel, sans oublier la pression exercée par le groupe sur chaque joueur : quand une partie implique de jouer pendant des heures quotidiennement pour atteindre un résultat, quand les autres participants vivent aux quatre coins du monde et que des tas de choses peuvent se passer pendant mon sommeil, comment ne pas m'inquiéter, comment résister à l'envie de me lever en pleine nuit pour voir ce qu'il est advenu de mon personnage ?... Un enfant a ainsi témoigné qu'il avait dû donner sa clé USB à son père pour pouvoir arrêter de jouer.

En conclusion : l'idée n'est pas de lutter contre les jeux mais de fixer des limites non seulement de temps mais aussi de contenu. Ce qui implique de se frotter un minimum à ces contenus en se familiarisant avec les jeux. Parents, éducateurs, encore un apprentissage en vue... Vous pouvez aussi aller faire un tour sur www.jarretequandjeux.org, où se trouvent des questions-réponses et des suggestions aux parents (pistes de discussion), aux éducateurs (pistes pédagogiques, idées d'activités) et aussi aux enfants (imaginer des fins différentes, donner son avis, écrire une histoire).

Propos recueillis par **Alain Cherbonnier**
Article publié initialement dans *Bruxelles Santé* n° 57, mars 2010, et reproduit avec son aimable autorisation

Dérives du principe de prévention

La santé est devenue notre bien le plus précieux. Les recommandations qui saturent l'espace public viennent nous le rappeler quotidiennement : « fumer tue », « évitez de grignoter entre les repas », « lavez-vous les mains fréquemment », etc.

Car, pour faire reculer le plus possible la maladie et la mort, il faut traquer le risque partout où il existe. La prévention des excès alimentaires, du tabagisme, de la consommation d'alcool et de drogues s'efforce d'atteindre cet idéal de sécurité totale.

Mais la « mise en risque » du monde ne va pas sans dysfonctionnements. Le culte de la santé disqualifie ceux qui transgressent les conseils des experts. Il enserme les individus dans de nouveaux carcans moraux. Enfin, il est l'allié des industries agroalimentaires et pharmaceutiques à qui il ouvre des marchés lucratifs.

'Le principe de prévention', sous-titré 'Le culte de la santé et ses dérives', un bref essai d'une centaine de pages de **Patrick Peretti-Watel** (sociologue à l'INSERM) et **Jean-Paul Moati**

(prof d'économie à Aix-Marseille II), dénonce à juste titre les excès d'une politique de santé qui tend au risque zéro de manière de plus en plus obsessionnelle, stigmatisant au passage les 'déviant' avec un discours moralisateur digne du plus bel obscurantisme religieux. Le propos des auteurs n'est pas pour autant libertaire sans nuance, ils ne nient pas la nécessité d'une prévention, qu'ils souhaitent plus éthique, plus légitime, plus efficace, et moins médicale...

Leur raisonnement s'articule en quatre temps : naissance du concept, défauts de ses décli-

naisons actuelles, impasse du modèle médical, et, heureusement, pistes positives pour réinventer la prévention.

En résumé, « conçue pour protéger les citoyens, les enfants, les personnes vulnérables, la prévention doit aujourd'hui être réinventée, sous peine de perdre son âme ».

Stimulant.

Patrick Peretti-Watel, Jean-Paul Moati, Le principe de prévention – le culte de la santé et ses dérives, La République des idées, Seuil, 2009, 104 pages, 10,5 euros.

En France comme à l'étranger, dans le sillage de la *Némésis médicale* d'**Ivan Illich**, de nombreux auteurs ont dénoncé tour à tour la « surmédicalisation de l'existence », « la marchandisation de la santé », « le nouvel hygiénisme », « la santé totalitaire », voire « le fascisme de santé ».

Ces formules percutantes renvoient à diverses facettes d'un même phénomène :

inféodé au néolibéralisme et au savoir médical, le culte de la santé écraserait tout le reste, y compris les libertés individuelles, intimant à chacun de nous l'ordre de préserver au mieux son « capital santé » en se conformant aux comportements prescrits par les médecins, et blâmant ceux qui n'y parviennent pas.

(*extrait, page 11*)

DONNÉES

Les données périnatales en Wallonie

Trois ans après sa création, le CEpiP (Centre d'épidémiologie périnatale asbl) publie son premier rapport. Celui-ci synthétise les données périnatales de la Wallonie pour l'année civile 2008. Les données de la région de Bruxelles-Capitale constituent un rapport séparé et seront présentées ultérieurement. En combinant ces deux rapports avec celui du SPE flamand (Studiecentrum voor Perinatale Epidemiologie), une vision du paysage périnatal belge deviendra possible. La leçon de ce travail est qu'il est essentiel de vérifier, contrôler, corriger les données avec la collaboration de l'administration, des communes et des maternités afin d'avoir des chiffres fiables sur les-

quels appuyer les analyses de tendances et les décisions d'action de santé publique.

Les chiffres

En 2008, 37.380 femmes ont accouché en Wallonie. Parmi elles, 4 % avaient moins de 20 ans, une proportion plus élevée que dans les autres régions du pays et que dans beaucoup d'autres pays d'Europe occidentale. Ces grossesses menées à un âge maternel précoce sont accompagnées d'un taux élevé de prématurité (7,7 %) et de faible poids de naissance (8,0 %).

Par ailleurs, le taux de naissances gémellaires (1,64 %) est resté stable par rapport aux der-

nières années, ce qui met en évidence l'impact bénéfique de la politique en matière de procréation médicalement assistée mise en place en 2003.

Le taux de césariennes a par contre progressé (> 20 %), avec une grande variabilité en fonction des maternités et le taux d'induction figure parmi les plus élevés d'Europe.

Concernant les accouchements « extrahospitaliers », on compte, en 2008, 3 fois plus d'accouchements à domicile¹ qu'en 2004 et 6 fois plus qu'en 2005. Cette augmentation n'atteint pas encore les taux observés en Flandre, et le phénomène reste très marginal (6 accouchements à domicile sur 1000 naissances).

Le premier rapport du CEpiP met également en évidence des inégalités de santé marquées en fonction de critères sociaux tels que l'âge maternel, la situation professionnelle et la nationalité. Ces différents chiffres permettent d'établir une cartographie assez précise de la santé périnatale sur le territoire wallon.

Actuellement, le CEpiP se prépare à recevoir les données des naissances de 2009 et à les analyser. À terme, l'objectif est de pouvoir produire ces rapports à l'automne qui suit l'année considérée.

Minsart A.F., Van de Putte S., Wilen G., Englert Y., *Données périnatales en Wallonie – année 2008. Centre d'épidémiologie périnatale, 2010*

Pour plus d'informations : CEpiP asbl, Campus Érasme – Bâtiment A, route de Lennik 808 BP 597, 1070 Bruxelles. Tél. : 02 555 60 30. Courriel : info@cepip.be. Site : www.cepip.be.

Historique du CEpiP

L'asbl CEpiP a été constituée en 2007 à l'initiative des associations professionnelles des pédiatres (Société belge de pédiatrie) et des gynécologues francophones (Groupement des Gynécologues Obstétriciens de langue française de Belgique - GGOLF), en étroite collaboration avec les administrations compétentes pour la collecte et l'analyse des données périnatales en Communauté française et à Bruxelles. Le CEpiP se consacre au développement de l'épidémiologie périnatale en Communauté française et à Bruxelles au bénéfice des acteurs du terrain, en priorité les maternités, le monde des décideurs politiques, l'ONE, et le monde scientifique. En outre, il apporte une aide à la Communauté française et à la

Commission Communautaire Commune à Bruxelles pour remplir les obligations envers la DGSIE (Direction générale Statistique et Information Économique du SPF Économie, l'ancien Institut national de statistiques) et l'Europe.

Le CEpiP bénéficie de l'appui et du soutien financier de la Commission Communautaire Commune (Région de Bruxelles-Capitale), de la Communauté française et de la Région Wallonne et agit en complémentarité aux services de ces institutions.

Depuis septembre 2009, le programme de dépistage néonatal systématique de la surdité en Communauté française a aussi été intégré dans ses missions.

¹ Pour être tout à fait précis, à domicile, dans une 'maison de naissance' ou en urgence, la plupart du temps sur le chemin de la maternité.

VU POUR VOUS

ImagéSanté, saison 9, épisode 3

Dernier zoom sur l'édition 2010

Nous avons déjà évoqué dans nos colonnes les grands moments du Festival ImagéSanté qui s'est tenu à Liège en mars dernier, nous avons aussi évoqué son palmarès, avec une interview d'Orane Burri, la réalisatrice de 'Tabou', 1^{er} Prix dans la catégorie Éducation et Promotion de la santé. Nous terminons aujourd'hui ce large tour d'horizon du festival en présentant un certain nombre d'ateliers éducatifs et quelques réalisations marquantes.

Quelques ateliers, testés pour vous

Harcèlement moral au travail

Animation : Unité d'apprentissage et de formation continue des adultes de la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation de l'ULg

Thomas témoigne du harcèlement qu'il vit tous les jours au travail : humiliation, mise à l'écart, sabotage... Cela le met hors de lui, le fait douter de ses capacités et le prive finalement de toute vie sociale. Mais il dit comprendre le point de vue de ses harceleurs. « Après tout c'est le business qui veut ça... » Après le visionnage de ce reportage de 8 minutes, les jeunes présents à l'atelier sont invités à endosser les rôles de Thomas et de ses collègues : les uns interprètent les représentants syndicaux, censés le défendre; les autres, la direction du magasin, mise sous pression par la direction régionale du groupe qui veut faire du chiffre; d'autres encore sont consultants externes et ont pour objectif de rencontrer chaque partie et de faire émerger une solution. Les élèves débattent, ils ont des divergences de points de vue. Certains veulent que la di-

rection du magasin se remette en question et réorganise ses équipes, d'autres proposent l'intervention d'un psychologue, d'autres encore n'ont qu'une chose en tête : éliminer le problème, c'est plus facile. Et le problème s'appelle Thomas, bien sûr...

À la fin de la mise en situation, l'animateur, **Daniel Faulx**, passe en revue avec les jeunes leurs représentations du harcèlement moral au travail. On constate que la plupart ont découvert qu'il recouvre de nombreuses formes. Ils sont assez unanimes sur le fait qu'il s'agit d'une situation malheureusement plus fréquente qu'on ne le croit, contre laquelle il faut agir. Aucun doute, l'animation a pris !

Pour en savoir plus : Université de Liège - Unité d'Apprentissage et de Formation des Adultes - Boulevard du Rectorat 5 (B32), 4000 Liège, tél. : 04 366 81 86,

fax : 04 366 29 44,
courriel : daniel.faulx@ulg.ac.be,
Internet : <http://www.uafla.ulg.ac.be>

Paroles de jeunes

Animation : Univers santé

Pendant une vingtaine de minutes a lieu une projection durant laquelle les jeunes parlent aux jeunes, face caméra, au travers de micro-trottoirs. Les drogues c'est quoi ? Quelle est ta consommation d'alcool ? Tu bois parfois seul ? Tu fais quoi quand t'as bu ?

Chaque séquence fait réagir les participants d'une vingtaine d'années présents dans la salle, certains rient, d'autres acquiescent. D'autres semblent gênés...

Vient alors l'heure d'en apprendre plus sur l'alcool et sa consommation. **Martin de Duve**, responsable d'Univers Santé, leur présente des diapositives leur expliquant de la manière la plus objective possible les effets de l'alcool sur leur corps, les différents degrés de dépendance (psychique et physique), les différents niveaux d'ivresse... Il leur donne des pistes pour boire sans aller trop loin et surtout, sans jamais interdire ou sombrer dans un discours moralisateur difficilement entendu par les jeunes.

Pour en savoir plus : Univers Santé, Place Galilée 6, 1348 Louvain-la-Neuve, tél. : 010 47 28 28, fax : 010 47 26 00, courriel : univers-sante@uclouvain.be, Internet : <http://www.univers-sante.ucl.ac.be>

Comment se crée une campagne de prévention sida ?

Animation : Plate-forme Prévention Sida

Pendant une bonne heure, **Mary Stevens**, Responsable de projets à la Plate-forme Prévention Sida, a expliqué aux jeunes participants comment se crée une campagne de communication en promotion de la santé et, pour ce faire, a présenté les dessous de la conception de la campagne préventive de l'été 2009¹, « K-potes », mettant en scène deux ombres de lapin particulièrement bavards.

De la participation du public à la création des concepts (via focus groupes) à l'évaluation, en passant par la concertation avec le secteur, tout y est pour une campagne réussie ! Interviewée par Éducation Santé, l'animatrice

souligne : « c'est une bonne chose pour la Plate-forme Prévention Sida d'aller donner de temps en temps des animations, pour garder un lien avec le public, même si, lors de la création de nos campagnes, il est évidemment consulté. Cela permet d'observer leurs réactions, ce qui est toujours intéressant pour nous... Ici, j'ai eu une classe d'infirmiers. C'était bien car j'ai pu leur montrer la place qu'ils pouvaient prendre dans ce genre de campagne ».

Et l'on sait l'importance des personnes relais pour ce type de campagne...

Pour en savoir plus : Plate-forme Prévention Sida asbl, rue Jourdan 151, 1060 Bruxelles, tél. : 02 733 72 99, fax : 02 646 89 68, courriel : info@preventionsida.org, Internet : <http://www.preventionsida.org>

Alcool, jeunes et publicité

Animation : Jeunesse & Santé et la Mutualité chrétienne de Liège

Les animatrices de Jeunesse & Santé ont pour objectif d'apprendre aux jeunes à décoder les messages véhiculés par les publicités pour l'alcool. Elles présentent aux jeunes 6 affiches publicitaires et les invitent à répondre à 4 questions : de quel type de boisson s'agit-il ? Quelle est la marque ? Qu'est-ce qui est interpellant ? À quel public est destinée cette boisson ? Timmermans, Gordon, Stella Artois...

« Cette bière, on dirait un jus de fruits, c'est fait exprès je pense... », « Ici, on te dit 'essaye si t'es un homme' »... **Cathy Meysman** et sa collègue leur expliquent que certaines couleurs, certains éléments sont uniquement destinés à attirer un public particulier. La plupart du temps, on ne leur vend pas un goût mais une ambiance, une image. Après cela, les animatrices veulent mettre en avant la réaction des jeunes par rapport à certains slogans ou à certaines musiques de pub très connus (Martini, Jupiler, Red Bull...). Elles leur montrent et dénoncent les stratégies des marques et les canaux utilisés pour les atteindre. Antoine et Mathieu, 16 et 18 ans, élèves au Collège Saint-Union de Caen (France) ont participé à l'animation. Antoine : « moi, j'ai trouvé ça très sympa, très instructif. Mais j'aurais préféré pouvoir parler un peu plus... On n'a pas assez débattu. Mais c'était sympa les interactions

entre nous quand même ». Mathieu, quant à lui trouve que « c'est bien de faire participer les élèves car c'est comme ça qu'ils se rendent compte eux-mêmes qu'ils savent détecter toutes les informations dans les publicités en fait... C'est bien aussi de parler des messages subliminaux car peu de gens se rendent compte de cela ». Et leur professeur, qu'en a-t-il pensé ? « C'est la 4ème fois que je viens. Je suis enseignant en sciences et je profite du Festival ImagéSanté pour appréhender des thèmes qu'on n'aborde pas spécialement au cours comme par exemple les méfaits de la cigarette ou de l'alcool. Concernant cette animation, je crois que c'est pas mal de leur ouvrir les yeux sur le fait qu'ils sont manipulés et que la publicité les vise bien spécifiquement, sur le fait qu'on leur fait croire qu'ils sont libres mais qu'en fait, c'est tout le contraire. Et je vois bien que les élèves sont réceptifs à ça ! ». Pour en savoir plus : Jeunesse & Santé Liège, Place du XX Août 38 - 4000 Liège, tél. : 04 221 74 41, fax : 04 221 74 21, courriel : js.liege@mc.be, Internet : <http://www.jsliege.be>

Les manipulations derrière le tabac

Animation : Fonds des Affections Respiratoires (FARES)

Le principal matériau de cet atelier dirigé par **Françoise Cousin** et **Hernando Rebolledo** est le dvd pédagogique « Résister à l'industrie du tabac », de **Nadia Collot**, dont les jeunes participants visionnent des extraits avant de débattre.

Le DVD dénonce les nombreuses manipulations de l'industrie du tabac de manière documentée et intelligente via 10 modules courts qui abordent différents thèmes, comme par exemple la panoplie marketing et le lobbying déployés par les grands groupes, la banalisation de la cigarette dans le cinéma français (de nombreux extraits à l'appui et le constat est réellement alarmant), la recherche de nouveaux marchés de futurs accros au tabac, etc. Ensuite, les deux animateurs du FARES demandent aux jeunes présents ce qu'ils pourraient mettre en place dans leur école pour lutter contre les différents phénomènes abordés dans les extraits. Certains veulent orga-

¹ Campagne reprise cet été 2010.

niser une journée sans tabac, d'autres inviter d'anciens malades du cancer pour faire de la sensibilisation (une fausse bonne idée qui fait florès depuis des dizaines d'années)... Les idées fusent. Il y a beaucoup de réactions pertinentes, les jeunes semblent avoir parfaitement compris le sens des extraits proposés. Certains iront même se confier aux animateurs un peu après l'animation : « cela fait 6 ans que j'ai envie d'arrêter de fumer... J'ai mal au cœur parfois... ». Un atelier très riche et qui a très certainement su toucher les participants.

Pour en savoir plus : FARES asbl, rue de la Concorde 56, 1050 Bruxelles, tél. : 02 512 29 36, fax : 02 512 32 73, Internet : <http://www.fares.be> (formulaire de contact disponible sur le site Internet)

Vie affective, relationnelle et sexuelle

Animation : Centre de planning Louise Michel
Quand l'atelier commence avec cette classe d'une quinzaine de futurs instituteurs de maternelle, les jeunes sont un peu gênés, ils écoutent plus qu'ils ne parlent... Comment va-t-on bien pouvoir parler de vie affective et sexuelle avec quelqu'un qu'on ne connaît pas ? Mais quelques dizaines de minutes plus tard, l'animateur a su les mettre à l'aise.



Photo © Photoneews

Il aborde avec eux la manière de parler de sexualité aux jeunes enfants dont ils auront bientôt à s'occuper. Il leur parle de leur développement sexuel, des mots à utiliser lorsqu'ils posent des questions, des attitudes à adopter si les enfants sont un peu trop tactiles entre eux, etc. Son truc pour faire parler les jeunes : leur poser des questions simples puis n'aborder que les choses qu'ils lui demandent en retour. Et cela porte ses fruits, les jeunes sont de plus en plus

à l'aise et débattent de manière totalement libre sur le sujet.

Pour en savoir plus : Centre de planning Louise Michel, rue des Bayards 45, 4000 Liège, tél. : 04 228 05 06, fax : 04 228 04 77, courriel : louise.michel@belgacom.net

Les séries médicales : réalité et fiction ?

Animation : Médiathèque de la Communauté française

Urgences, D' House, Grey's Anatomy, Private Practice, etc.

Autant de séries qui ont pour matériau romanesque le monde hospitalier. Les étudiants – des étudiantes en très large majorité, en fait – présents pour cette animation revoient quelques scènes cultes de ces séries médicales américaines qui font le tour du monde et sont ensuite invités par l'animatrice de la Médiathèque, **Chantal Stouffs**, à s'interroger sur le réalisme de celles-ci. Pour chaque séquence, un médecin (un vrai cette fois, ni le docteur Ross, ni Meredith Grey!) du CHU de Liège est là pour en donner son interprétation. Chouette concept pour permettre à ces futurs membres du corps médical d'appréhender les réalités de la vie d'un hôpital.

Pour en savoir plus : Médiathèque de la Communauté française, Place de l'Amitié 6,

Le regard des animateurs de l'atelier du FARES

Éducation Santé : Pourquoi être venus à ImagéSanté ? Et pourquoi cet atelier ?

Hernando Rebolledo : On a déjà participé à l'édition 2008 du festival donc on est revenus et on leur a proposé une animation basée sur le film « Résister à l'industrie du tabac ».

Françoise Cousin : C'est une animation qu'on donne habituellement à la demande des écoles ou autres. Ça fonctionne bien en général.

HR : La dénormalisation de l'industrie du tabac est une stratégie de prévention recommandée par la Communauté française. Notre atelier est construit là-dessus. On n'y aborde pas uniquement les méfaits de la cigarette sur la santé mais aussi les facteurs personnels et sociaux qui

se cachent derrière l'acte de fumer.

ES : Pourquoi avoir choisi les manipulations de l'industrie du tabac comme thème central de votre animation ?

FC : C'est un bon point de départ pour une discussion. Comme vous l'avez vu, on n'est pas restés centrés sur la manipulation, on a abordé d'autres thèmes. Cela permet de lancer une bonne réflexion.

ES : Pensez-vous que les étudiants ont appris quelque chose aujourd'hui ?

HR : Ils ont bien discuté, ils sont même venus nous poser des questions après l'atelier. Mais on essaye toujours qu'il y ait une suite car une activité ponctuelle, qui n'est suivie de rien ensuite, ça n'est pas vraiment efficace en termes de prévention.

ES : Des animateurs d'autres ateliers nous

disent voir une différence quand les profs sont là, ce qui est souvent le cas ici à Liège.

Qu'en pensez-vous ?

FC : En général, quand on fait des activités dans des écoles, on réfléchit avec les élèves et les profs à cette question : doivent-ils venir ou non ? Cela permet de mettre les choses à plat et d'aborder l'animation plus sereinement.

HR : Ceci dit, c'est bien que des professionnels de l'école assistent à l'animation pour pouvoir continuer la réflexion avec les jeunes par après. On essaye aussi de proposer des activités qui permettent aux jeunes de parler de la thématique de manière indirecte, sans qu'ils doivent parler d'eux-mêmes ou de leur propre consommation.

1160 Bruxelles, tél. : 02 737 19 30, courriel : service.educatif@lamediatheque.be,
Internet : <http://www.lamediatheque.be/edu>

L'influence des médias sur la santé, Le micro à ta portée et La force de l'âge

Animation : Centre liégeois de promotion de la santé

Le CLPS liégeois était comme il se doit très présent sur le festival. Il a notamment proposé trois ateliers. Nous avons interrogé une de ses collaboratrices, **Élise Malevé**.

Éducation Santé : Dans quel cadre le CLPS de Liège participe-t-il au Festival ImagéSanté ?

Élise Malevé, Responsable de projets au CLPS de Liège : Nous participons à ImagéSanté depuis deux ou trois éditions. Initialement, ce sont les organisateurs qui nous ont contactés puisqu'ils cherchaient à développer le volet éducation pour la santé du festival, qui était très orienté « secteur médical » au départ.

Lors de nos premières participations, nous avons d'abord travaillé sur le public du secondaire et mis sur pied, avec des associations de terrain locales liégeoises, des ateliers spécifiques pour cette tranche d'âge. Cette année, il nous a semblé plus pertinent d'organiser quelque chose pour les étudiants de l'enseignement supérieur, puisqu'il s'agit d'un public « direct » du CLPS, en tant que futurs professionnels de la santé. Nous commençons ici avec des étudiants qui passent le master en santé publique.

Autre nouveauté cette année, nous intervenons « en direct ». Précédemment, nous demandions à nos partenaires locaux si une participation au festival les intéressait et notre mission consistait principalement à coordonner l'ensemble du processus. Maintenant, les contacts sont pris, les animateurs liégeois connaissent les organisateurs et tout se fait sans nous. C'était donc l'occasion de développer autre chose.

ES : Pouvez-vous nous parler de l'atelier « L'influence des médias » organisé par le CLPS ?

EM : L'idée était de partir de films primés lors des éditions précédentes, de les mettre en

valeur et de montrer, à travers eux, des stratégies de promotion de la santé ou en tout cas, d'essayer de sensibiliser les étudiants à ces stratégies.

Pour le premier atelier d'une durée de 3 heures, nous avons d'abord sélectionné Dognews², un court métrage très drôle réalisé par des enfants du primaire avec l'atelier de production Caméra Etc³. Le contenu est intéressant mais c'est surtout pour la stratégie participative qui a été mise en place que ce film a été choisi, puisque les enfants l'ont créé de A à Z. Le réalisateur **Mathieu Labaye** est venu le présenter et expliquer aux étudiants ce processus participatif et original de création.

La seconde partie de l'atelier portait à proprement parler sur l'influence des médias. L'idée était de montrer en quoi cette influence pouvait être extrêmement positive, mais aussi, malheureusement, tout à fait négative.

Deux intervenants sont venus parler aux étudiants de cette influence négative. Le premier, membre de la Coordination pour l'égalité des chances au Ministère de la Communauté française, leur a présenté une étude, réalisée par l'Université de Liège, sur les stéréotypes dans les médias et sur la manière dont ces derniers les véhiculent. Il leur a ensuite présenté la campagne mise en place suite à cette recherche : « Stéréotype toi-même ». Par le biais des dessins de Fred Jannin & Catheline, elle vise à faire prendre conscience à tous, jeunes et moins jeunes, à quel point il est important de développer son sens critique face aux médias qui nous entourent et, parfois, nous submergent.

La seconde intervenante, du Service Latitude Jeunes de la Mutualité Solidaris, a présenté aux étudiants le film *Sexy INC. Nos enfants sous influence* de la réalisatrice **Sophie Bissonnette**. Ce court métrage analyse l'hypersexualisation de notre environnement, à travers le point de vue percutant de plusieurs spécialistes, ainsi que ses effets nocifs sur les jeunes. Dénonçant une culture malsaine qui bombarde les enfants d'images sexualisées et sexistes, ce film mobilisateur propose plu-

sieurs façons de lutter contre cet inquiétant phénomène.

À la fin de l'atelier, nous avons présenté la collection Éducation pour la Santé de la Médiathèque de la Communauté française car il est indispensable pour les étudiants de connaître cette ressource pour leur future vie professionnelle.

ES : L'atelier qui se base sur le film « Le Micro à ta portée » est une façon originale d'aborder les relations amoureuses et le sida. Pouvez-vous nous en parler ?

EM : Cet atelier aborde en effet le thème de la prévention du sida au travers d'un court métrage réalisé par le réalisateur **Berni Goldblat**. Ce film fait partie d'une trilogie et aborde, sous forme d'un micro-trottoir, la vie affective et sexuelle des habitants du Burkina Faso. La séquence sélectionnée ici recueille les représentations des personnes « de la rue » sur le sida. Le réalisateur est présent ici à Liège et est invité à répondre aux questions des étudiants. Une animatrice d'un planning familial de Liège est également présente pour faire le parallèle avec le travail qu'elle mène ici, en Belgique. Les étudiants découvrent ainsi qu'il y a finalement pas mal de similitudes entre les représentations africaines et européennes.

ES : Enfin, le dernier atelier aborde la thématique des relations intergénérationnelles.

EM : C'est ça. Il s'appuie sur un film présentant le quotidien d'un home de personnes âgées qui accueille des jeunes en stage et le choc que cela engendre entre les cultures et les âges. Au travers de ce film, nous voulons mettre particulièrement en avant la stratégie participative. Nous voulons montrer que même avec ce public qu'on connaît moins, une telle démarche peut être mise en place. Les deux invités du service Respect Senior (Agence wallonne de lutte contre la maltraitance des personnes âgées) attirent l'attention des étudiants sur cette question.

Pour en savoir plus : CLPS de Liège, Bd de la Constitution 19, 4020 Liège, tél. : 04 349 51 44, fax : 04 349 51 30, courriel : promotion.sante@clps.be, Internet : <http://www.clps.be>

2 Court métrage dans lequel 8 chiens sont interviewés sur leurs habitudes alimentaires, calquées sur le mode de vie de leur maître. Ce micro-trottoir canin illustre différentes réalités socio-économiques. Il dénonce des situations de précarité et de manque d'attention.

3 Atelier de production dont l'objectif est de contribuer à l'émergence d'une expression cinématographique en Communauté française, en encourageant la production de premières œuvres d'enfants, de jeunes auteurs ou d'adultes. L'atelier est aussi un centre d'expression et de créativité qui entend susciter les capacités créatives des participants en les initiant à la réalisation de films d'animation, depuis l'écriture du scénario jusqu'au tournage et à la sonorisation. www.camera-etc.be

Le coup de cœur d'Éducation Santé

Je peux améliorer la qualité de l'air dans ma maison

Animation : Espace Environnement Charleroi
L'organisme indépendant d'intérêt public Espace Environnement de Charleroi, proposait, lors du Festival ImagéSanté 2010, un atelier à destination des jeunes adultes, dont l'objectif était de sensibiliser les participants à toutes les sources de pollution de l'air intérieur, souvent méconnues mais bien présentes au cœur de la maison, notre espace de vie par excellence.

Après une très courte présentation d'Espace Environnement et une contextualisation de l'atelier et de ses objectifs, les jeunes sont entrés directement dans le vif du sujet. L'animatrice, **Françoise Jadoul**, a en effet choisi de miser sur l'hyper interactivité, en avançant « l'air de rien » dans son exposé de questions en réponses – justes ou pas, peu importe, cela permet de lancer le dialogue, parfois entre jeunes eux-mêmes. Ensuite, on passe à une partie plus

ludique, en petits groupes de quatre ou cinq : l'animatrice distribue de grandes reproductions dessinées de l'intérieur d'une maison. Les participants ont pour mission de repérer, dans chaque pièce, les sources de pollution, les produits allergènes, etc. visibles ou plus difficiles à repérer tels que les moisissures, les produits d'entretien, les solvants contenus dans la peinture qui orne nos murs, les colles utilisées dans certains contreplaqués, etc.

La mise en commun du travail réalisé par chaque groupe a permis de rappeler que la gestion de l'air intérieur et la prévention de ces pollutions sont souvent à notre portée et que la plupart des actions permettant de minimiser les impacts négatifs de l'habitat sur notre santé ne sont pas forcément lourdes à mettre en place, au contraire ! En un peu plus d'une heure, l'animatrice d'Espace Environnement est parvenue à captiver l'attention de tous les jeunes

présents, à les faire participer de manière active et – visiblement – à amorcer une réelle sensibilisation : la plupart des participants sont repartis avec la série complète des fiches d'information « La Santé et l'Habitat », réalisée par l'association⁴.

Partant d'un auto-diagnostic par l'habitant lui-même, les fiches invitent à se poser les bonnes questions en vue de prévenir les problèmes et suggèrent des solutions simples en termes de changements de comportement. Elles informent et proposent également des pistes et organismes ressources pour qui souhaite aller plus loin dans la démarche.

Pour en savoir plus : Espace Environnement, rue de Montigny 29, 6000 Charleroi, tél. : 071 300 300, fax : 071 50 96 78, courriel : sante-habitat@espace-environnement.be, Internet : <http://www.espace-environnement.be>

Quelques films en compétition, vus pour vous

À l'ouest, un souffle nouveau (Frédéric Lebugle, 2009, 52') – Sélection Éducation et Promotion de la Santé

Résumé - Six personnes atteintes de la mucoviscidose se retrouvent pour une randonnée de 8 jours dans la région du Burren à l'ouest de l'Irlande. Ils ont tous échappé à la mort grâce à une greffe de poumons. Véritable défi à la fois physique et psychologique pour ces malades en pleine reconstruction, ce trek en terres inconnues est le voyage de leur renaissance.

Notre avis - Un film très émouvant, plein de joie de vivre et d'espoir pour les nombreux malades de la mucoviscidose.

C'est comment une opération ? (Michèle et Bernard Dal Molin, 2010, 12') – Sélection Mutualités

'Avec Scoop, extra-terrestre en mission spéciale, tu vas pénétrer dans l'espace "top-secret" du bloc opératoire et découvrir toutes les étapes et aussi les secrets d'une opération chirurgicale ! Surtout, bon voyage !' Ce film est destiné aux enfants qui s'apprentent à subir une intervention chirurgicale, qui pourront ainsi se familiariser avec cette expérience nouvelle.

Notre avis - Ce court métrage est né grâce à un chirurgien pédiatre qui ressentait le besoin d'informer les enfants et leurs parents avant les opérations. Il est actuellement diffusé dans les salles d'attente mais son utilisation pourrait sans doute être étendue. Il s'agit

d'un petit film tout à fait sympathique, bien réalisé, au langage adapté.

C'est fini (Guy Wach, 2006, 52') – Sélection Mutualités

La mort d'un proche est un événement à la fois unique et universellement partagé. La plupart des êtres humains y sont confrontés et si les vécus sont personnels, les questions liées aux attitudes sont souvent les mêmes. Ce film souhaite jouer dans les deux dimensions : rencontrer et interroger des personnes qui font métier de côtoyer ces questions, et en même temps, faire part des interrogations personnelles. L'implication des auteurs est implicite, on n'envisage pas un tel sujet "par hasard" ni même par simple curiosité. Leur expérience est

⁴ La série « La Santé et l'Habitat » compte actuellement 8 fiches d'information :

Fiche 1 – Je peux résoudre les problèmes d'humidité dans ma maison !

Fiche 2 – Je peux éviter d'utiliser des pesticides à la maison !

Fiche 3 – Je peux éviter de polluer l'air de ma maison avec des substances chimiques dangereuses !

Fiche 4 – Je peux réduire les causes d'allergie dans ma maison !

Fiche 5 – Je peux améliorer la qualité de l'air dans ma maison !

Fiche 6 – Je peux entretenir ma maison sans nuire à ma santé !

Fiche 7 – Je peux renouveler l'air intérieur de ma maison !

Fiche 8 – Je peux réduire mon exposition aux champs électriques, magnétiques et électromagnétiques dans ma maison !

le moteur du film, elle n'a donc pas de raison de rester en retrait. Elle est de plus en adéquation avec le sujet, éminemment humain et intime.

Si le questionnement est incarné, il conserve d'autant plus une nécessaire dimension personnelle et émotionnelle. Par conséquent, le film parle à la première personne.

Notre avis - Un moyen métrage mêlant émotion personnelle d'une part – via le point de vue du narrateur qui aborde la fin de vie et la perte d'un être cher – et témoignages de professionnels qui côtoient la mort au quotidien ou l'assistant, médicalement ou philosophiquement : oncologue, médecin légiste, fossoyeur d'une part, prêtre, rabbin et imam d'autre part.

Chaîne alimentaire (Marie-Louise Sarr, 2008, 28') – Sélection Santé & Travail

L'Université Gaston Berger du Sénégal compte près de 5000 étudiants. Le restaurant universitaire assure la nourriture quotidienne de tout ce petit monde. Une chaîne alimentaire qui fonctionne chaque jour, des premières lueurs de l'aube jusqu'à la tombée de la nuit. Ce film donne à découvrir la transformation lente et minutieuse des aliments, mais aussi les corps au travail de ceux et celles qui préparent et servent les repas.

Notre avis - Plusieurs tonnes de riz, des milliers d'étudiants... 78 travailleurs...

28 minutes de silence, ou presque... ce reportage nous présente d'une manière tout à fait inattendue les réalités de travail des Sénégalais qui travaillent jour et nuit à la préparation des repas des étudiants.

D'une rive à l'autre (Aline Brechbühl, 2009, 53')

– Sélection Éducation & Promotion de la Santé
Il est des moments que nous redoutons tous d'affronter. Ce sont ceux où la fin se fait imminente, la nôtre ou celle d'un proche. Mais il est aussi une maison, Rive-Neuve, établissement de soins palliatifs, où l'on sait que jusqu'au bout, la vie peut encore nous apprendre et nous étonner. Loin des a priori sur les "mouvoirs" sinistres et impersonnels, "D'une rive à l'autre" présente un espace de vie où accompagner rime avec partager et où l'authenticité des rapports humains permet à chacun d'exprimer ses peurs et d'y faire face. À l'image du lieu que nous sommes invités à explorer, le film nous présente sans faux-semblants le quoti-

Le coup de cœur d'Éducation Santé

Les mots du Scrabble

Les mots du Scrabble (Mathias Desmarres, 2007, 23') – Sélection Éducation &

Promotion de la Santé

Chaque semaine, je joue avec Paulette, une centenaire atteinte par la maladie d'Alzheimer, des parties de scrabble surréalistes...

Paulette Jacquot, centenaire...

« Comment je m'appelle moi ? vous vous souvenez ? »

« Ben non... »

« Allez, j'ai une tête à m'appeler comment M^{me} Jacquot ? »

« ... Robert »

« Robert ? ! ? ! ? »

... atteinte de la maladie d'Alzheimer...

« J'aime bien jouer au scrabble avec vous

toutes les semaines M^{me} Jacquot »

« Le Scrabble ? C'est quoi le Scrabble déjà ? »

... joue toutes les semaines au scrabble avec Mathias...

« On peut écrire 'FOUSSY' ? »

« Foussy ? c'est quoi exactement 'foussy' M^{me} Jacquot ? »

« Ben... FOUSSY... comme des vêtements qui sont serrés par exemple... »

« Donc on dit 'des vêtements foussy', c'est ça ? »

« Non... non, ça s'dit pas pour des vêtements... »

Notre avis - Un petit bijou de reportage, présentant de manière touchante les réalités d'une personne atteinte de la maladie d'Alzheimer... À voir absolument !

dien de la maison, avec ses joies et ses peines, mais surtout avec un magnifique message de foi en l'être humain.

Notre avis - La réalisatrice a osé entrer dans cet espace où les personnes doivent faire face à leur mort et partager avec eux des instants de vie. Elle nous propose un court métrage touchant et nous fait découvrir un lieu pas comme les autres.

Des trucs pour avoir la pêche (8 élèves du collège St François d'Assise d'Ans et Delphine Hermans, 2008, 4'40) – Sélection Mutualités

Ces cinq spots fournissent des petits conseils astucieux pour avoir une alimentation saine...

Notre avis - Il s'agit d'un film au délicieux accent liégeois des enfants qui l'ont réalisé.

Simple et efficace même si l'on reste un peu sur sa faim (c'est le cas de le dire !). C'est surtout la démarche qui vaut le détour : il s'agit d'un véritable projet de classe, les élèves à la réalisation, les professeurs en support. Tous y ont mis du leur et ont créé des petits films positifs, délivrant quelques messages pertinents pour promouvoir une alimentation saine.

Je me souviens mieux quand je peins (Éric El-lena et Berna Huebner, 2009, 52') – Sélection

Éducation & Promotion de la Santé
Une implication des malades d'Alzheimer dans

l'art et la création donne des résultats surprenants. Les scientifiques ont découvert que la maladie épargne les parties du cerveau qui ont trait à la créativité et reconnaissent aujourd'hui les bienfaits de thérapies non-médicamenteuses impliquant le dessin, la peinture ou les visites de musée.

Notre avis - Au travers du portrait de la peintre américaine de Chicago **Hilda Gorenstein**, sortie de sa totale apathie et ayant retrouvé un niveau d'échanges et de communication étonnant en reprenant la peinture avec l'aide d'étudiants en beaux-arts, ce film aborde de manière très documentée et via de nombreux témoignages les thérapies par l'art pour les malades d'Alzheimer. Un film très réussi.

Napo dans... protégez votre peau (Éric Scandella, 2009, 6'15) – Sélection Santé & Travail

Napo découvre plusieurs situations où l'exposition à des produits chimiques et à d'autres substances peut provoquer des problèmes de peau.

Il apprend tout sur les qualités étonnantes de la peau. Il décrit les mesures à prendre pour éviter tout problème et a trois messages importants à transmettre : éviter - protéger - vérifier.

Notre avis - Les films de Napo et ses amis, conçus par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, constituent une manière ori-

ginale de répondre au besoin d'information du monde du travail sur diverses thématiques touchant à la sécurité et à la santé.

Dans celui proposé pour le festival, le rôle de Napo et ses amis est de nous prodiguer, en quelques minutes, des conseils pour protéger notre peau.

Positif, les films sont muets pour pouvoir être utilisés dans plusieurs pays. Les personnages ont une allure sympathique, les histoires sont amusantes et pleines d'humour.

Moins convaincant, le film manque d'un fil conducteur... Les conseils s'enchaînent sans réel lien. Dommage car le personnage est attachant et les conseils intéressants.

Parce que vous ne valez rien (Olivier Sarrazin, 2009, 52') – Sélection Environnement & Santé Déodorants cancérigènes, rouges à lèvres qui plombent le foie, crèmes de jour stérilisantes... Mais qu'il y a-t-il dans nos cosmétiques ? La réglementation sanitaire des produits de beauté en France est encore balbutiante : agents de synthèse pétrochimiques, nanomatériaux non dégradables et vivisections hasardeuses font

peser un risque sur l'environnement, la biodiversité et sur notre santé. Les alternatives d'une cosmétique naturelle existent et les fabricants s'engouffrent dans cette nouvelle brèche "bio". Pourtant aucun statut n'est encore reconnu à cette cosmétique différente.

Notre avis - Une première partie de film très intéressante, aux séquences bien rythmées présentant l'industrie des cosmétiques et ses alternatives bios. La seconde partie, quasiment exclusivement réservée à des témoignages de producteurs de produits « naturels » n'apporte pas grand-chose au propos.

Un médecin légiste au secours des victimes (Pierre Mathiote, 2007, 52') – Sélection Éducation & Promotion de la Santé

Une jeune femme arrive au CHU de Bordeaux, elle vient d'être victime d'un viol...

Immersion dans le CAUVA (Centre d'Accueil en Urgence de Victimes d'Aggression). Cette unité de médecine de service légale du CHU de Bordeaux, a la particularité unique en France de prendre en charge dans un même lieu les victimes dans les heures qui suivent l'agression.

Médecins légistes, psychologues, juristes, assistantes sociales, vont ici au-devant des victimes.

Notre avis - Par sa prise en charge pluridisciplinaire, ce centre permet à des personnes traumatisées suite à une agression d'éviter le parcours du combattant entre l'hôpital, le commissariat et le cabinet d'avocats...

Un reportage intéressant, une réalité dure, parfois crue, filmée avec humanité.

Pour en savoir plus sur les films en compétition et primés, rendez-vous sur www.imagesante.org, ou demandez au CLPS de votre région un exemplaire du catalogue de films distribué lors du Festival. La liste des films en compétition disponibles à la Médiathèque peut être obtenue auprès de Christel Depierreux, Service Éducatif de la Médiathèque, Place de l'Amitié, 6 1160 Bruxelles, tél. : 02 737 19 29, fax : 02 737 18 88, courriel : christel.depierreux@lamediatheque.be, Internet : www.lamediatheque.be.

Carole Feulien et Simon Trappeniers

BRÈVES

« Heureux les fêlés, car ils laissent passer la lumière. »
(Michel Audiard)

Epilepsie

Bruxelles

14 octobre 2010 et 9 février 2011

La Ligue francophone belge contre l'épilepsie organise :

- une conférence-débat intitulée « Mon enfant a une épilepsie... », par le Docteur **P. Van Bogaert**, neuropédiatre (le jeudi 14 octobre 2010 à 20h).
- une soirée témoignages sur le thème « La place de l'épilepsie dans ma vie » (le jeudi 9 février 2011 à 20h). Pour cette soirée, nous souhaitons rencontrer des témoins candidats qui pourraient parler de leur épilepsie de façon constructive et intéressante pour d'autres.

Les deux activités se tiennent dans les locaux de la LFBE.

Renseignements : **Gisèle Motheu**, LFBE Information - documentation, avenue Albert 49, 1190 Bruxelles.
Tél. : 02 344 32 63. Fax : 02/343 68 37.

Courriel : giselemotheu@ligueepilepsie.be.

Site : www.ligueepilepsie.be

Deuil

Bruxelles

15 et 16 octobre 2010

« La place des groupes dans l'accompagnement des personnes en deuil », 10^e congrès de la Fédération européenne *Vivre son deuil*.

Vendredi 15 octobre : « Groupes généralistes »

Président de séance : Docteur **J.P. Matot**, Chef du Service de pédopsychiatrie de l'HUDERF (B)

9 h 00 : Accueil

9 h 30 : Introduction de la journée par la Fédération belge « *Vivre son deuil* », **J. Danhaive**, Coordinatrice de la Fédération Belge *Vivre son Deuil* (B)

Hommage au Docteur Michel Hanus par

J.J. Chavagnat, Président de la Fédération Européenne *Vivre son deuil* (F)

10 h 00 : Différence des groupes spécifiques ou généralistes ? Ouverts ou fermés ?, **R. Poletti**,

Présidente *Vivre son Deuil* Suisse (CH)

11 h 15 : Limites et utilités d'un groupe, **D. Faulx**, Psychologue, Professeur à l'Université de Liège (B)

11 h 45 : Les animateurs (rôle, qualification,

supervision...), **M. Maystadt**, Psychothérapeute, formatrice et supervision de groupes (B)

12 h 15 : Questions – réponses et conclusion

12 h 45 : Pause déjeuner

Président de séance : **G. Lepan**, Président de *Vivre son Deuil* Nord-Pas-de-Calais (F)

14 h 00 : Dynamique des groupes, **N. De Schrevel**, Formatrice et animatrice de groupes, Institut belge de Gestalt (B)

14 h 45 : Comment faire connaître les groupes et quels groupes ? Quelques expériences d'associations belges relayées par les participants.

15 h 15 : Questions – réponses

15 h 30 : État des lieux en France, Suisse et Belgique (Wallonie et Bruxelles), **J.J. Chavagnat** (F) **R. Poletti** (CH) **F. Ringlet** (B)

16 h 00 : Témoignage de Ghislain (Fondation « Serge et les autres »)

16 h 30 : Conclusions de la journée par le Président **G. Lepan**

Samedi 16 octobre : « Groupes spécifiques »

Président de séance : Professeure **F. Gillot-de Vries**,

Fonds Houtman ONE, professeur émérite ULB (B)
 9 h 30 : Groupes de parents en deuil, **S. Deconster**, assistant social et **A. Duro**, psychologue, animateurs de groupes pour parents en deuil. (B)
 10 h 00 : Groupes deuil « périnatal » à l'hôpital ou à l'extérieur, **C. Diricq**, psychologue, **ML Gustin**, pédopsychiatre et **B. Fohn** psychologue, animateurs groupes pour parents en deuil (B)
 11 h 30 : Groupes d'enfants endeuillés, **I. Hanus** (F) et **S. Buysse** (B) et **D. Michaux** (B), animatrices de groupes pour enfants en deuil.

12 h 30 : Débat avec le public et conclusion par la Présidente F. Gillot - de Vries

Pause déjeuner

Président de séance : Docteur J.-J. Chavagnat

Président de la Fédération Européenne *Vivre son Deuil* (F)

14 h 00 : Groupes d'adultes en deuil – général,

P. Debuleux, **A. Pirson** et **P. Bauwens**, animatrices de groupes pour adultes en deuil (B).

14 h 30 : Groupes des aînés, **R. Gueibe**, psychiatre de liaison (B)

15 h 30 : Groupes personnes endeuillées après suicide, **B. Lekeux**, Centre de prévention du suicide de Bruxelles (B)

16 h 00 : Groupes soignants, **M. Mabile**, Infirmière et psychothérapeute (B)

16 h 30 : Conclusions du congrès par le Président J.-J. Chavagnat

Lieu : Université Libre de Bruxelles – Salle Dupréel, avenue Jeanne 44, 1050 Ixelles.

PAF : étudiants, volontaires et chômeurs : 30 € (1j) ou 45 € (2j); public 70 € (1j) ou 100 € (2j)

Inscription au compte n° 734-0289206-58 (IBAN BE95 7340 2892 0658 - BIC KREDBEBB), en principe avant le 30 septembre.

Renseignements et inscriptions :

Par téléphone : Thomas Thirion +3281777150

ou par mail : thomas.thirion@mutsoc.be

Courrier : Ghislain Van Malderghem,

rue du Pacifique 4, 1180 Bruxelles

Par courriel : sergeetlesautres@skynet.be

Formation

Bruxelles

Du 19 octobre 2010 au 11 janvier 2011

Et si on s'écrivait ?

Après Namur et Liège, quatrième édition bruxelloise de la formation/atelier d'écriture proposée par l'asbl Question Santé. L'enjeu est d'améliorer ses capacités d'écriture professionnelle en s'essayant à des techniques créatives et ludiques : retrouver

d'abord le plaisir d'écrire, se reconnecter à son imaginaire, lâcher les réflexes scolaires et le souci de « bien faire », pour ensuite s'essayer à différents types de textes (par exemple la chronique, l'éditorial, le reportage, le billet...) et terminer par la rédaction d'un article publiable – voire publié ! – de son choix. Animateur-formateur : Alain Cherbonnier, licencié en lettres romanes et en éducation pour la santé, journaliste (Bruxelles Santé).

Cinq journées sont prévues : les mardis 19 octobre, 9 et 30 novembre, 21 décembre et 11 janvier. Groupe de 6 à 10 personnes. PAF pour l'ensemble du cycle : 60 €/personne.

Renseignements et inscriptions : 02 512 41 74 ou

info@questionsante.org

Amour

Bruxelles

D'octobre 2010 à mai 2011

La Fédération laïque des centres de planning familial organise un cycle de séminaires intitulé « Maladies d'amour ».

Les maladies d'amour, voilà qui concerne chacun d'entre nous et même les professionnels de la relation d'aide. Sous couvert de symptômes les plus divers, les patients viennent déposer dans les consultations les troubles que l'amour, ses échecs, ses trahisons, ses folies, ses passions ont soulevés. Que peut-on dire de nouveau sur l'amour et les heurs et malheurs qui lui font cortège ?

Ce séminaire est proposé aux travailleurs de terrain pour essayer de repenser avec fraîcheur et créativité cette question toujours actuelle.

Objectifs

Parler de l'amour et de ses ratés avec un étonnement qui puisse dégeler les savoirs à son sujet. Entre, d'une part, l'Œdipe et ses malfaçons et, de l'autre, le nouveau discours de la science sur l'amour, avec ses hormones de l'attachement et ses pilules pour guérir du chagrin d'amour, comment sortir du brouillard, comment recevoir la patiente ou le patient qui nous adresse une plainte qu'un raté dans l'amour a suscitée ?

Méthode

Chaque séance sera introduite par l'un des animateurs ou par un invité. Ils interviendront à partir de leur pratique clinique. Sont prévus des temps de lecture de morceaux choisis dans la littérature pour arrimer la clinique à la culture et laisser les textes nous toucher et nous parler. La 3^e partie de chaque séance sera un temps de partage avec les participants. Aucune connaissance préalable en psychologie ou en psychanalyse n'est requise.

Au fil des séances, les participants seront invités à des lectures de romans.

Public

Comme l'amour lui-même ne connaît pas de frontières, le séminaire s'adresse aux professionnels les plus divers, qu'elles ou ils soient issus de Centres de Planning familial, de Maisons médicales, de Centres PMS & de Santé mentale, de services PSE ou de bien au-delà.

Programme

1. Qui serait particulièrement habilité à parler d'amour ? Le nouveau discours biologisant de la science sur l'amour – les idéaux de l'amour, la science et le marché
2. Le choix amoureux, la surestimation : Prince charmant et Femme idéale – la maman ou la putain – l'autre : altérité ou 'mêmeté' – l'autre détenteur d'un objet secret et magique – choix amoureux subversif contre programme dynastique
3. L'initiation : le roman d'amour ou le film porno – de l'autoérotisme à l'alter-érotisme – fragmentation ou nébulisation des rites de passage – l'amour, nature ou culture ?
4. La rencontre : bal de village ou mégadancing – il faut bien que le corps exulte – n'importe qui qui veut bien de moi – en chasse ou en rut
5. L'amour de soi et le narcissisme : la nymphe Écho – l'amour dans la psychose – narcissisme généralisé – développement personnel, thérapies de l'image – l'effet Pygmalion
6. La demande d'amour : choisir ou être choisi – mariage arrangé et quart d'heure américain – l'amour libre et le désordre amoureux – rapt et conquête
7. La libido : – amour et désir, disjonctions – besoin, demande et désir – courts-circuits : masturbations et castrations chimiques
8. Les lois de l'amour, Carmen : 'L'amour n'a jamais connu de loi' – universel et singularité – réciprocité ou asymétrie – être aimé ou être aimant – Eros, Philia et Agapè

Programme détaillé sur www.planningfamilial.net

Il est préférable de s'inscrire au cycle complet, conçu comme un ensemble logique, mais la possibilité est ouverte de s'inscrire à telle séance au choix.

Dates : 20 octobre 2010, 17 novembre 2010, 15 décembre 2010, 19 janvier 2011, 16 février 2011, 16 mars 2011, 27 avril 2011, 18 mai 2011 (de 20 à 22 h 15).

Prix : 130 € le cycle complet, 20 € par séance.

Paiement du montant au compte de la FLCPF 001-3239792-38 avec la mention « cycle complet » ou indication de la date de séance.

Date limite d'inscription en principe le 30 septembre 2010.

Renseignements : FLCPF, rue de la Tulipe 34, 1050

Bruxelles. Tél. 02 502 82 03. Fax 02 503 30 93.

Courriel : flcpf@planningfamilial.net.

Psychologie

Bruxelles

28 octobre 2010

Le Service laïque d'aide aux justiciables et aux victimes (SLAJ-V) propose une conférence de **Jean-Pierre Durif-Varembont** sur le thème 'La transgression d'un interdit. Le sentiment de culpabilité : versant acteurs, versant victimes'. Elle aura lieu le matin au Campus de la Plaine ULB, av. Arnaud Fraiteur (accès 2), 1050 Bruxelles. Renseignements : formation@slaj.be

Santé

Lille

29 octobre 2010

Contact Santé organise une rencontre-dédicace autour de la question 'Le culte de la santé et ses dérives', en présence de **Patrick Peretti-Wattel** (sociologue à l'Inserm) et de **Jean-Paul Moatti** (professeur d'économie à l'Université Aix-Marseille II), auteurs de 'Le principe de prévention : le culte de la santé et ses dérives' (Éditions du Seuil). Cela se passera à 17h, à l'Espace rencontres du Furet du Nord, 15 place du général de Gaulle. Réservation : libres-propos@grps-npd.fr ou 33 3 20 15 49 38.

Inégalités de santé

Genk

8 et 9 novembre 2010

Conférence internationale 'Reducing health inequalities from a regional perspective'. L'objectif de la conférence est d'étudier en quoi la politique régionale et les secteurs concernés peuvent contribuer à diminuer les inégalités, et ce dans une approche intersectorielle. Questions centrales : quelles sont les mesures qui marchent ? Quelles initiatives restent sans effet et pourquoi ? Comment traduire les résultats d'études en politiques concrètes ? Quels messages donner aux décideurs ? Le premier jour abordera le contexte international, et dressera un cadre d'évaluation de l'efficacité des actions en faveur de la réduction des inégalités. Le second jour sera surtout pratique, avec entre

autres des ateliers centrés sur l'approche de la problématique auprès de groupes spécifiques. Les langues de travail sont le néerlandais et l'anglais. Inscription gratuite mais indispensable via www.healthinequalities2010.be

Seniors

Liège

18 novembre 2010

Deuxième Congrès international francophone consacré à la maltraitance des personnes âgées. Le thème du jour « Vieillir dans le respect : un choix, une évidence ? » portera sur le vieillissement et son inévitable confrontation aux choix de vie. Informations : *Respect seniors congrès, square Arthur Masson 1 bte 2, 5000 Namur. Tél. : +32 81 22 63 32. Fax : +32 81 30 57 76. Courriel : congres@respectseniors.be. Site : www.respectseniors.be.*

Médicaments

Selon une étude de la Mutualité chrétienne, 1,3 million de Belges font usage de médicaments contre le cholestérol, et ce nombre augmente de 100.000 personnes chaque année. Cela représente pour le budget de l'INAMI une charge de plus de 200.000.000 d'euros par an. Et si la molécule la moins chère avait été la seule prescrite en 2009, l'assurance-maladie aurait économisé près de 140 millions et les patients 15 millions. Des chiffres qui laissent rêveurs à côté des 40 millions que la Communauté française peut consacrer à l'ensemble de sa politique préventive (hors PSE)... Et cela ne concerne que la famille de médicaments la plus importante (sur plus de 300) en termes de remboursements !

Éducation à l'environnement

Le plein de bonnes idées pour la rentrée

Vous êtes enseignant, éducateur, animateur ou « simple » citoyen, à la recherche de bonnes idées pour éduquer jeunes et moins jeunes à l'environnement ? Le Réseau IDée vient de publier sur son site un panel d'expériences pédagogiques en la matière. Des enfants du fondamental et des élèves d'art du secondaire qui réalisent une fresque collective dans la cour de l'école, des aides ménagères qui apprennent à décoder la pub et à revoir leurs habitudes de consommation, un terrain vague réhabilité en lieu intergénérationnel et interculturel d'observation de la nature, des familles et des écoles qui défient l'énergie ou

revisitent nos assiettes : déjà près de 70 descriptifs de projets fructueux, classés par thème, public cible et zone d'action. Une base de données de bonne nouvelles. De quoi s'inspirer, pour la rentrée : <http://www.reseau-idee.be/experiences-pedagogiques/>

Vaccination

Au cours de l'année scolaire 2010-2011, la Flandre offrira à toutes les élèves de première année du secondaire la possibilité de se faire vacciner gratuitement contre certains types de virus HPV, responsables du cancer du col de l'utérus. Elles pourront le faire via les structures de médecine scolaire ou auprès du médecin de leur choix (dans ce cas, le coût des trois consultations nécessaires pour compléter le schéma de vaccination sera à leur charge). Cette initiative aura un impact financier non négligeable, de l'ordre de 2,2 millions d'euros d'après le Ministre de la Santé **Jo Vandeurzen**, qui table sur 35.000 adolescentes à vacciner. Du côté francophone, **Fadila Laanan** nous déclarait en mai dernier qu'une mesure identique serait « *intenable dans le contexte budgétaire actuel, puisque l'ensemble de mon budget s'élève à environ 20 millions pour le secteur de la promotion de la santé et la médecine préventive. Néanmoins, je n'exclus pas la possibilité d'intégrer dans le futur cette vaccination dans le calendrier vaccinal de la Communauté française.* » À suivre, donc.

Formation éducation à l'environnement

Inventaire gratuit des formations en éducation à l'environnement 2010-2011

On parle beaucoup d'emplois verts. La question de la formation y est néanmoins cruciale. Pour aider les jeunes et adultes à trouver certaines de ces "éco-formations", le Réseau IDée vient de publier l'Inventaire 2010-2011 des Formations en Éducation relative à l'Environnement (ERE) et en environnement. Le choix est large : plus de 100 formations, de quelques jours ou de plus d'une année, proposées par différents organismes, pour mettre une touche de vert dans son travail, pour "se recycler", ou simplement pour le plaisir. Au menu : pédagogies et techniques d'animation, guide nature, conseil et gestion de l'environnement, éco-consommation, jardinage biologique, cuisine de plantes sauvages, éco-construction, communication...

Il est téléchargeable sur <http://www.reseau-idee.be>.
Si vous n'avez pas accès à internet, contactez le Réseau IDée asbl : vous recevrez gratuitement l'inventaire en format papier. Tél : 02 286 95 70 - Fax : 02 286 95 79 Courriel : info@reseau-idee.be

Revues

Santé publique

Le numéro de mars-avril 2010 de la revue bimestrielle de la Société française de santé publique, nous propose un article très en phase avec une priorité actuelle de santé publique en France comme chez nous : « Éducation nutritionnelle à l'école : évaluation d'une méthode pédagogique 'La Main à la Pâte' » (par **Stéphane Tessier, Michel Chauliac, Béatrice Dezamps Latscha et Didier Pol**). Les résultats sont encourageants pour cette méthode d'apprentissage des sciences par l'expérience, tant en termes d'acquisition de connaissances par les enfants que de leurs comportements de consommation (rapportés, mais aussi observés). À noter aussi 'La politique de santé à l'Université Paul Verlaine-Metz', de **Sylvie Vaillant**, qui intéressera ceux qui se préoccupent de promotion de la santé des jeunes adultes, ainsi qu'un bref et judicieux 'Vaccination contre la grippe : fallait-il faire usage de la peur?' (par **Christine Ferron**), après l'échec de la campagne de vaccination en France. Poser la question, c'est déjà y répondre, mais certains ne comprendront jamais... Dans sa livraison de mai-juin, Santé publique s'intéresse à une problématique tout aussi fondamentale et terriblement complexe, à savoir **l'articulation entre santé publique et santé environnementale**.

Santé publique, 2 rue du Doyen J. Parisot, BP 7, 54501 Vandœuvre-lès-Nancy. Abonnement pour 2010, 90 euros. Internet : www.sfsp.fr

Prospective Jeunesse

Un sujet sortant de la 'routine assuétudés' au menu du numéro 55, 'L'école en conflit de loyauté'. La loyauté est un concept lourd. En effet, elle est toujours quelque part liée à la culpabilité, au ressentiment, à l'honneur, des concepts ou sentiments tout aussi peu légers. À en croire les tenants de la thérapie familiale systémique, la loyauté est toutefois consubstantielle au devenir de l'individu. Il n'est pas rare non plus que les conflits de loyauté dépassent le cadre familial pour investir l'école,

comme lorsqu'un adolescent se sent en porte-à-faux avec le discours et les mots d'ordre de son enseignant, qui lui semblent contradictoires avec ce qu'il entend dans sa famille. Ou encore l'élève qui cherche à répondre aux exigences scolaires de réussite tout en voulant satisfaire aux normes de la sociabilité juvénile dont ses pairs sont porteurs. Ces systèmes de double contrainte peuvent entamer le bien-être psychosocial des jeunes qui y sont soumis, d'où l'intérêt pour Prospective Jeunesse d'investir cette problématique. Convaincue du fait que la prévention des conflits de loyauté est bien une affaire de promotion de la santé, l'asbl a construit une formation sur le sujet l'an passé, qui débouche aujourd'hui sur cette publication. On ne doute pas que le lecteur partagera la conviction de Prospective Jeunesse après en avoir pris connaissance.

Abonnements : institution 24 € (28 autres pays), individuel 20 euros (24 autres pays), étudiants 15 € (20 autres pays). Prix au numéro : 7 €. Prospective Jeunesse, chaussée d'Ixelles 144, 1050 Bruxelles. Courriel : revue@prospective-jeunesse.be

Santé conjugulée

Le n° 52 du trimestriel de la Fédération des maisons médicales consacre son cahier aux études d'impact sur la santé et défend l'idée d'une loi-santé transversale. L'extrait suivant tiré de l'introduction du dossier devrait vous donner envie d'en savoir plus !

Stop ! Il n'y a aucune cohérence à produire de la « moindre santé » dans les choix économiques et environnementaux tout en concentrant des moyens énormes sur les interventions de réparation en aval. Cette absurdité n'est pas qu'une gabegie, c'est aussi un scandale, car ce sont les plus faibles, les moins armés pour se défendre, les plus démunis qui subissent le plus les effets délétères de la négligence de l'impact santé des choix. C'est dès l'amont (...) dans les choix politiques donc, qu'il faut prendre en compte leurs répercussions réelles sur la santé des gens et des populations.

Ces deux sujets, qui paraissent abstraits au premier abord, sont abordés selon des angles variés, avec de nombreux exemples très concrets et témoignages d'acteurs de terrain ou de décideurs.

Disponible au numéro (individuel 8,68 €/institutionnel 11,16 € + port), ou par abonnement (individuel 29,75 €/institutionnel 54,54 € – prix pour la Belgique).

Fédération des maisons médicales et des collectifs de santé francophones, bd du Midi 25 bte 5, 1000 Bruxelles. Courriel : fmmcsf@fmm.be. Internet : www.maisonmedicale.org.

Contact Santé

Dans son numéro 229, la revue bimestrielle du Groupement régional de promotion de la santé du Nord-Pas-de-Calais s'attaque à un vaste sujet, 'Les 16-25 ans ordres et désordres'. Les très nombreux contributeurs permettent à Contact Santé d'aborder un bel ensemble de questions : certaines sont attendues comme celles qui ont trait à la sexualité et à la contraception, à la santé mentale ou au recours aux substances psychoactives ; d'autres sortent un peu des sentiers battus, comme la question du corps et de l'intimité dans la relation de soin, ou encore la santé des jeunes sans domicile fixe.

Une belle mosaïque qui prend soin d'éviter les catégorisations trop simplistes. 'Non aux classifications comme méthode d'enfermement, d'étiquetage, de gommage des différences au sein d'une même classe, oui lorsqu'elles permettent une focalisation sur une période critique, sur un processus de changement social, culturel, sanitaire' comme le précise **Jean-Louis Salomé**, directeur de la publication, dans son éditorial.

Renseignements : contact-sante@grps-npdc.fr.

Clin d'œil

Dans le cadre de la Journée mondiale sans tabac et de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la Coalition nationale contre le tabac et le Réseau belge de lutte contre la pauvreté ont organisé le 2 juin dernier une rencontre échange sur 'Tabac et pauvreté : un débat social!'.

Cela s'est passé salle Storck, dans les locaux du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale. Pas moyen de se tromper !



Photo © Michel Pettiaux

Le Jury d'éthique publicitaire 'récompensé'

À *Education Santé*, nous aimons bien le Jury d'éthique publicitaire, qui, avec une constance remarquable, affirme depuis longtemps contribuer activement à moraliser la communication publicitaire dans notre pays. C'est donc avec plaisir que nous reproduisons ci-dessous le communiqué témoignant de la reconnaissance des efforts du Jury à leur juste valeur...

La Fédération Inter-environnement Wallonie a choisi d'attribuer son Chardon 2010 au Jury d'éthique publicitaire (JEP). Le JEP est l'organe d'auto-discipline du secteur de la publicité en Belgique. « Auto-discipline », le mot est lâché... Cet « auto » – on pourrait tout aussi bien dire « auto-régulation » ou « auto-contrôle » – caractérise en effet le fonctionnement de cette structure et symbolise son parti pris. Composé pour moitié de membres issus du secteur lui-même, le Jury apparaît à l'heure actuelle incapable d'assurer un encadrement efficace de ses pratiques. Dur dur de fixer des règles, de contrôler leur bonne application et, le cas échéant, de se punir soi-même en toute impartialité... Nous en voulons pour exemple la problématique de l'affichage des émissions de CO₂ sur les publicités pour les véhicules automobiles. Petit rappel de la situation. La Directive européenne 1999/94/CE impose que les publicités pour les voitures affichent les émissions de CO₂ de manière aussi lisible et visible que la partie principale de l'annonce. Transcrite en Droit belge par l'Arrêté Royal du 5 septembre 2001, cette règle, pourtant simple, était allègrement bafouée par les annonceurs qui, dans 99 % des cas, omettaient tout simplement de mentionner cette information. Face à ce constat, des centaines de plaintes ont été déposées par les consommateurs belges dans le cadre de la campagne européenne « Affichez le CO₂ », portée par des associations de protection de l'environnement. Cette avalanche de plaintes n'est pas restée sans effet mais ceux-ci ne furent malheureusement pas ceux que l'on était en droit d'espérer. Car plutôt que de veiller à ce que la législation existante soit correctement respectée, le JEP et la FEBIAC (Fédération belge de l'industrie automobile et du cycle) ont décidé de mettre à jour le code d'auto-régulation de cette dernière... en

s'écarter allègrement des prescrits du texte européen. Ainsi donc, le secteur s'est arrogé le droit non seulement de bafouer pendant plus de 8 ans un texte contraignant mais aussi, au moment où ce manquement était publiquement révélé, d'interpréter la Loi à sa manière ! Cerise sur le gâteau, même ce code d'auto-régulation FEBIAC n'est pas respecté par les annonceurs : plus de 90 % des plaintes déposées depuis son entrée en vigueur ont été reconnues comme recevables, les annonces concernées étant en infraction par rapport au code et, *a fortiori*, par rapport à l'Arrêté Royal de 2001. Mais compte tenu du caractère éphémère de la publicité et de la durée des procédures du JEP, les campagnes sont le plus souvent terminées lorsque leur caractère illégal est reconnu... Prôner l'auto-régulation c'est bien ; identifier les infractions sur base des plaintes déposées par les consommateurs c'est bien également ; mais veiller au respect des législations en amont (soit avant diffusion de la campagne) cela serait beaucoup mieux ! Le JEP, manifestement, n'y arrive pas. Il s'obstine pourtant à combattre l'instauration d'un Observatoire indépendant de la publicité préconisée par le Conseil fédéral du Développement durable et actée dans les plans fédéraux du Développement durable. L'autre reproche que nous formulons à l'égard du JEP et, par son intermédiaire, au secteur publicitaire dans son ensemble, concerne ses pratiques en matière d'allégations environnementales. Le « vert » est à la mode et les termes « durable » ou « écologique » sont de plus en plus utilisés en publicité. Mais cette utilisation de l'argument environnemental est très souvent abusive. Elle induit alors le consommateur en erreur sur ce qu'est réellement une consommation respectueuse de l'environnement et permet aux entreprises de s'offrir à bon compte une image vertueuse. Or, le JEP ne réagit pas face à cette situation. Pire, il bloque les initiatives politiques visant à remédier au problème via la révision du Code de la publicité écologique. Ce Chardon a donc pour nous valeur de signal d'alarme face à une situation compromettant l'indispensable remise en cause de nos modes de consommation.

Communiqué par Inter-Environnement Wallonie

SOMMAIRE

Initiatives

- Faire de la santé ensemble : comment ?, par *Marianne Prévost* 2
Le poids moral du surpoids, par *Catherine Daloze* 4
La France et la prévention de l'obésité, par *Christian De Bock* 5

Réflexions

- Le don, l'échange et le marché, par *Christian Van Rompaey* 8

Matériel

- « Une année... aux petits oignons » 9

Outils

- Optimove, mobilité et responsabilité collective 10

Lu pour vous

- J'arrête quand je veux, un romancier parle de dépendance aux 10-12 ans, par *Alain Cherbonnier* 11
Dérives du principe de prévention, par *Christian De Bock* 13

Données

- Les données périnatales en Wallonie, par *Christian De Bock* 13

Vu pour vous

- Le Festival ImagéSanté comme si vous y étiez (saison 9, épisode 3), par *Carole Feulien* et *Simon Trappeniers* 14

Brèves

20

Et notre encart, l'affiche « Une année aux petits oignons »

Mensuel (11 numéros par an, ne paraît pas en août).

Abonnement : gratuit pour la Belgique.

Pour l'étranger, possibilité de télécharger gratuitement la revue sur le site www.educationsante.be.

Réalisation et diffusion : Infor Santé, Alliance nationale des mutualités chrétiennes, dans le cadre de la Cellule de Coordination intermutualiste ANMC-UNMS.

Ont collaboré à ce numéro : Alain Cherbonnier, l'asbl Cordes, Catherine Daloze, Carole Feulien, Marianne Prévost, Simon Trappeniers, Christian Van Rompaey.

Rédacteur en chef, secrétaire de rédaction : Christian De Bock (02 246 48 50, christian.debock@mc.be).

Documentation : Maryse Van Audenhaege (02 246 48 51, maryse.vanaudenhaege@mc.be).

Site internet : Jacques Henkinbrant (design), Maryse Van Audenhaege (animation).

Contact abonnés : Maryse Van Audenhaege (02 246 48 51, maryse.vanaudenhaege@mc.be).

Comité stratégique : Gaëtan Absil, Pierre Baldewyns, Martine Bantuelle, Colette Barbier, Luc Berghmans, Jean-Luc Collignon, Christian De Bock, Alain Deccache, Cristine Deliens, Carole Feulien, Sophie Fiévet, Fabienne Henry, Pascale Jonckheer, Roger Lonfils, Marie-Noëlle Paris,

Karin Rondia, Catherine Spièce, Bernadette Taeymans, Patrick Trefois, Maryse Van Audenhaege.

Comité opérationnel : Alain Cherbonnier, Christian De Bock, Carole Feulien, Jacques Henkinbrant, Tatiana Pereira, Thierry Poucet, Maryse Van Audenhaege.

Éditeur responsable : Jean Hermesse, chaussée de Haecht 579/40, 1031 Bruxelles.

Maquette et mise en page : Muriel Logist.

Impression : Impaprint.

Tirage : 1.600 exemplaires.

Diffusion : 1.400 exemplaires.

ISSN : 0776 - 2623.

Les articles publiés par *Éducation Santé* n'engagent que leurs auteurs. Les articles non signés sont de la rédaction. La revue n'accepte pas de publicité.

Les textes parus dans *Éducation Santé* peuvent être reproduits après accord préalable de la revue et moyennant mention de la source.

Pour tous renseignements complémentaires :

Éducation Santé, chée de Haecht 579/40, 1031 Bruxelles.

Tél. : 02-246 48 51. Fax : 02-246 49 88 (indiquer ANMC-Éducation Santé comme destinataire).

Internet : www.educationsante.be.

Courriel : education.sante@mc.be.

Pour découvrir les outils francophones en promotion de la santé, une seule adresse : www.pipsa.org

Revue membre de l'A.R.S.C., Association des revues scientifiques et culturelles – www.arsc.be

Les textes de ce numéro seront prochainement disponibles sur notre site www.educationsante.be (sous réserve d'acceptation des auteurs).

Notre site est certifié HON (Health on the Net – 05/2010).

Notre site adhère à la Plate-forme www.promosante.net.

Imprimé sur papier blanchi sans chlore – Emballage recyclable.



La revue *Education Santé* est réalisée avec l'aide du Ministère de la Communauté française de Belgique Département de la Santé.